

## Carnage impérialiste dans le Golfe

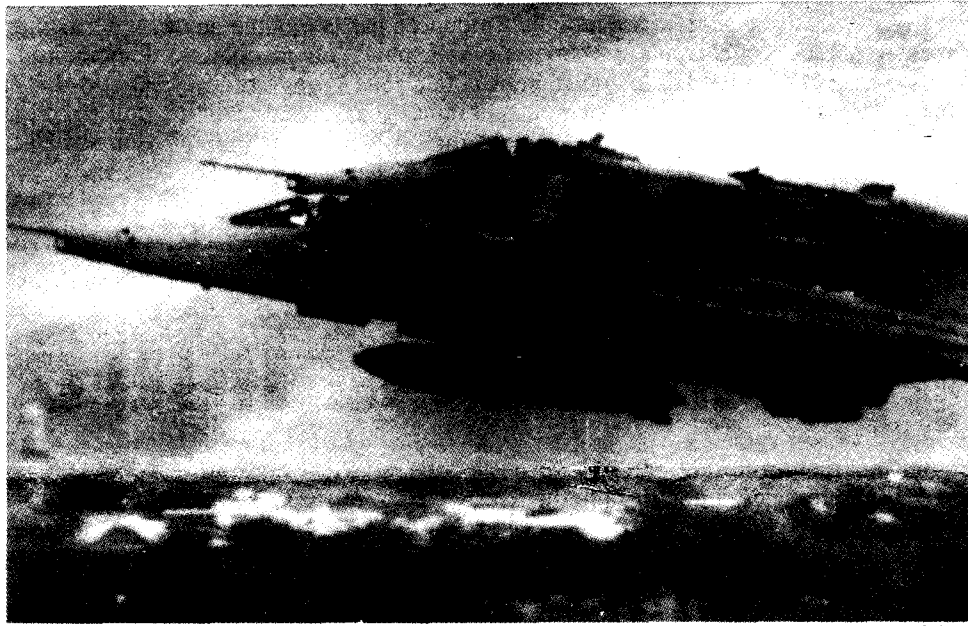
# Pour la défaite des Bush et Mitterrand !

1<sup>er</sup> février - Depuis maintenant deux semaines, la population de Bagdad vit chaque jour et chaque nuit l'horreur des bombardements aériens massifs, un calvaire dont les habitants de tant de villes d'Europe et du Japon après la Deuxième Guerre mondiale ont gardé toute leur vie le souvenir, et qui trente ans plus tard a

### Défense de l'Irak!

été celui de Hanoi écrasé sous les « tapis de bombes » de ces mêmes B 52 aujourd'hui engagés contre l'Irak. En deux semaines, les bombardiers et les missiles de la coalition anti-irakienne ont déjà déversé sur ce pays quatre fois moins peuplé que la France plusieurs dizaines de milliers de tonnes d'explosifs.

Le 16 janvier, le président américain George Bush saluait la chute des premières bombes sur Bagdad en proclamant que « la libération du Koweït a commencé », tandis que Mitterrand lançait ses Jaguar à l'attaque au nom d'« un ordre mondial fondé sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Mais dès les premières minutes du conflit, avec le



Der Spiegel

Les armes du terrorisme d'Etat : plus de 1 300 avions américains, britanniques et français sèment la mort sur l'Irak.

recours prémédité à ce procédé de terrorisme d'Etat qu'est le bombardement massif de la capitale ennemie, cette soi-disant guerre pour le « droit international » a révélé dans toute son horreur son vrai visage : celui d'un acte de brigandage impérialiste contre les peuples du Moyen-Orient. La Ligue trotskyste et la Ligue communiste internationale appellent à défendre l'Irak contre l'agression impérialiste !

Dans tous les pays impérialistes engagés dans cette guerre de rapine, le rugissement des réacteurs des B 52, des Tornado et des Jaguar a précipité la machine de propagande des médias bourgeois à son poste de combat, avec comme mission urgente d'écraser sous un tir de barrage de propagande toute opposition ou réticence dans l'opinion publique. Aux premières heures de la guerre, à grand renfort d'« experts » galonnés et de « re-

porters en Arabie saoudite » annonçant depuis la terrasse de leur hôtel des communiqués rédigés par les officines spécialisées des armées « alliées », on commença par affirmer que la guerre était « propre », la « précision chirurgicale » des bombardements étant censée épargner la population civile (sachant que si par extraordinaire des civils étaient touchés, ils seraient victimes non des bombes occidentales mais de la « folie criminelle » de Saddam Hussein). Elle devait aussi obligatoirement être courte, puisque les bombardements allaient rapidement briser toute volonté de résistance d'une armée irakienne qui n'attendait que la première occasion de désertir en masse.

En France comme aux Etats-Unis, les sondages montraient une opinion approuvant massivement l'action du président-chef de guerre. L'enthousiasme d'une victoire rapide et facile gagnait la Bourse et Wall Street où, « après un moment de prière silencieuse pour les troupes dans le Golfe persique et une courte sonnerie annonçant l'ouverture de la séance [...] les transactions s'engageaient à un rythme effréné » (*New York Times*, 18 janvier). Il y a plus de 70 ans de cela, Rosa Luxemburg avait résumé les rapports entre le capitalisme et la guerre : « Les profits montent, les prolétaires tombent. »

Quelques jours plus tard, les missiles Scud irakiens pourtant « détruits » par les

Suite page 12

## Pour des grèves politiques contre la guerre impérialiste!

### Mobilisations anti-guerre de Washington à Berlin

Au cours des deux dernières semaines, des millions de personnes ont manifesté dans le monde pour la paix au Moyen-Orient. Dès le lendemain des premiers bombardements américains sur Bagdad, des grèves ont éclaté en Italie, en Allemagne, en Espagne et en France, allant de débrayages symboliques de cinq minutes à des grèves générales de fait

dans plusieurs villes. Ces mobilisations montrent le niveau de répulsion qu'inspire le meurtre de masse dans lequel se sont lancés les gouvernements de l'OTAN.

Les dirigeants des syndicats et des grands partis ouvriers réformistes sont soumis à d'énormes pressions, et ils cherchent à enchaîner les masses aux intérêts de « leur » propre bourgeoisie nationale. Mais cela a également créé d'immenses ouvertures pour les marxistes révolutionnaires qui luttent pour une opposition internationaliste à la guerre impérialiste. Alors que les différents pseudo-trotskystes ne font que suivre le sentiment pacifiste et les diri-

geants réformistes traîtres, les sections de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) appellent sans détour à la défaite des impérialistes et à la défense de l'Irak.

Quand des dirigeants « communistes », « socialistes » ou « travaillistes » parlent plus ou moins vaguement de « paix » au Moyen-Orient, ils proposent comme alternative à la guerre les « sanctions de l'ONU » - en d'autres termes, amener les masses irakiennes à la soumission en les affamant plutôt qu'en les massacrant directement. Ils légitiment ainsi l'énorme déploiement militaire des impérialistes dans le Golfe,

Suite page 3



Le Bolchévik

La LTF à la manifestation anti-guerre du 12 janvier. Les révolutionnaires doivent s'adresser aux vrais sentiments pacifistes des masses pour leur donner un axe de classe.

M2651 - 108 - 5.00 F



Déclaration de la Ligue trotskyste  
section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

## DÉFENSE DE L'IRAK CONTRE L'AGRESSION IMPÉRIALISTE ! QUE LES BUSH ET MITTERRAND COULENT DANS LE GOLFE !

Un déluge de feu s'abat sur Bagdad. Le peuple irakien est écrasé sous les bombes. Ce massacre des peuples du Moyen-Orient a été minutieusement planifié par les criminels de guerre de la Maison Blanche et du Pentagone, mais aussi de l'Élysée.

Plus de trente ans après l'expédition coloniale de Suez et la sanglante guerre d'Algérie, Mitterrand et les laquais sociaux-démocrates de la bourgeoisie française se sont une fois de plus engagés dans une sale guerre impérialiste. Les travailleurs de ce pays doivent crier leur indignation et agir pour arrêter ce massacre. Mais manifester dans les rues ne suffit pas ; ce qu'il faut, c'est mobiliser la puissance sociale des travailleurs.

Ce sont les travailleurs qui font marcher ce pays ; ils ont le pouvoir de le paralyser. Il faut utiliser ce pouvoir maintenant. Il faut des actions ouvrières contre la guerre contre l'Irak. Nous appelons les ouvriers des transports et des industries qui travaillent, directement ou indirectement, pour la guerre à refuser de livrer les munitions et d'acheminer les troupes. Et de telles actions devront être soutenues par des grèves politiques de toute la classe ouvrière contre la guerre et contre le gouvernement Mitterrand-Rocard.

C'est dans la voie de telles actions qu'en septembre dernier, à Toulon, se sont engagés les marins qui refusèrent d'embarquer sur des navires réquisitionnés. A Chambéry, des cheminots ont arrêté, le 12 janvier, des trains transportant des armes pour le Golfe. En Turquie, les mineurs en grève disent : A bas la guerre ! A bas le gouvernement fauteur de guerre !

Engagé dans une guerre contre un pays arabe,

Mitterrand, qui déjà depuis dix ans mène une politique anti-«immigrés», instaure, sous couvert de «lutte antiterroriste», un véritable état de siège contre les travailleurs originaires du Maghreb et leurs enfants. Et Le Pen appelle à la guerre contre les «immigrés».

Le mouvement ouvrier doit inscrire sur son drapeau la revendication des pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs «immigrés» et leur famille, lutter contre toutes les formes de ségrégation et de terreur racistes et organiser la défense des quartiers «immigrés».

Les Bush et Mitterrand appellent «droit international» le droit qu'ils s'octroient d'intervenir partout dans le monde pour défendre la domination impérialiste – souvenons-nous des tueries d'Indochine et d'Algérie, des invasions de la Grenade et du Panama. Par contre, que l'armée soviétique s'en prenne à des nationalistes contre-révolutionnaires qui veulent, comme dans les Pays baltes, démembrer l'URSS et restaurer le capitalisme – plus vite que ne le prévoit le programme traître de Gorbatchev (qui s'est aussi fait le complice de l'agression des puissances de l'OTAN contre l'Irak) –, et les criminels de guerre impérialistes crient à la «barbarie» !

Bush fait la guerre pour le pétrole et pour restaurer une suprématie mondiale menacée par la montée de ses concurrents impérialistes allemand et japonais. Mitterrand fait la guerre pour défendre le «rang» et les intérêts néo-coloniaux d'un impérialisme de seconde zone qui s'obstine désespérément à jouer à la «grande puissance». C'est notre devoir de nous ranger aux côtés du peuple irakien engagé dans un combat sans merci contre

les fauteurs de guerre de Washington, Londres et Paris.

Les cinglés sionistes à la tête de l'Etat d'Israël menacent le peuple palestinien opprimé d'un génocide, et ils n'hésiteront pas à précipiter le Moyen-Orient tout entier, y compris la population israélienne, dans l'horreur d'une apocalypse nucléaire. Nous sommes avec le peuple palestinien contre les bouchers sionistes, et nous disons qu'une solution juste aux aspirations nationales légitimes du peuple palestinien et du peuple de langue hébraïque ne pourra être trouvée que dans le cadre d'une fédération socialiste du Moyen-Orient.

Les travailleurs du Moyen-Orient, les Kurdes et les autres minorités, doivent se soulever contre tous les cheiks et despotes, y compris Saddam Hussein – l'assassin des Kurdes et des communistes irakiens –, et pas uniquement contre ceux de ces despotes qui sont tombés en disgrâce auprès des impérialistes. Et nous combattons ici, dans les métropoles impérialistes, pour que la révolution prolétarienne mette hors d'état de nuire les plus grands de tous les despotes.

Au nom de la «lutte contre la guerre», les dirigeants sociaux-chauvins du PCF (qui ont soutenu contre l'Irak l'acte de guerre qu'est l'embargo!) et l'«extrême gauche» de Sa Majesté Mitterrand font tout pour enchaîner les travailleurs et les jeunes aux politiciens bourgeois soi-disant «pacifistes» qui pensent seulement que cette guerre ne sert pas les intérêts de l'impérialisme français et qui veulent seulement lui éviter une défaite. Nous disons que, comme Dien-Bien-Phu au Vietnam, une défaite la plus humiliante possible pour «notre» impérialisme dans le Golfe sera notre victoire.

Les impérialistes sont les ennemis de toute l'humanité. C'est ce système d'exploitation capitaliste qui produit la misère, la famine, le racisme, la guerre. Il doit être renversé, par la lutte de classe – par la révolution socialiste.

Ligue trotskyste,  
le 21 janvier 1991

# Golfe: leur position et la nôtre

1<sup>er</sup> février – Des milliers et des milliers de jeunes et de travailleurs se sont levés contre la guerre dans le Golfe. Sa poursuite et son intensification meurtrière vont inmanquablement grossir leurs rangs. La tâche d'un parti ouvrier révolutionnaire est de les rallier à la défense de l'Irak, à la défaite des impérialistes, et de les mobiliser dans des actions de lutte de classe – dans le combat révolutionnaire contre l'«ordre» capitaliste, qui inexorablement engendre oppression et guerre, et contre les gouvernements des Bush et Mitterrand. C'est l'unique voie pour en finir avec la guerre.

C'est précisément pour détourner de cette voie l'opposition à la guerre que la direction du PCF la dévoie dans la collaboration de classes, mettant sur pied un front populaire «anti-guerre» comme solution de rechange pour une bourgeoisie minée et affaiblie par ses propres contradictions.

Il n'y a pas un jour où, au nom d'une

politique plus conforme aux intérêts de l'impérialisme français, un dirigeant du PCF ne «tende la main» aux «socialistes», Verts, gaullistes et autres «patriotes»... et aujourd'hui à Chevènement-Déroulède. Le prétendu «communiste dur» Leroy pousse même la logique de cette politique jusqu'à écrire dans l'*Humanité* du 26 janvier : «Tels ou tels qui acceptent aujourd'hui l'engagement de la France comme inévitable ne renoncent cependant pas à la recherche de la paix le plus rapidement possible. Ils ont leur place dans la lutte» !! Mais que disent d'autres bellicistes ? !

Bien loin de combattre la politique criminelle du PCF, la LCR et le PCI-MPPT, parties prenantes des magouilles qui agitent l'«Appel des 75», réclament leur place dans le front populaire que construit autour dudit appel le PCF. Et Krivine, lorgnant aussi du côté des chevènementistes, manifeste même un penchant pour le ministre de la guerre démissionnaire qui, selon *Rouge* (n° 1433, 31 janvier), «ne pouvait cautionner le massacre que préparent, dans le Golfe, Bush et les Etats regroupés sous sa bannière étoilée» !!

Au contraire, LCR et PCI-MPPT ne jurent plus, à nouveau, que par l'«unité». Cette sacro-sainte «unité» (qui leur a servi dans les années 70 et 80 à aider à mettre au pouvoir ce gouvernement d'austérité et de guerre) est un mot de code pour le front populaire. La plateforme farouchement limitée par les Krivine et Lambert à l'«arrêt de la guerre» et au «retrait des troupes occidentales» n'est pas en effet seulement un programme pacifiste qui nie la nécessité de la lutte révolutionnaire pour œuvrer à la défaite de l'impérialisme ; elle constitue la base d'une nouvelle alliance de collaboration de classes avec des sociaux-démocrates et des politiciens/partis bourgeois qui se retrouvent dans ces mots d'ordre précisément parce qu'ils veulent sauver la face de leur impérialisme et aussi parce qu'ils craignent que cette guerre ne génère le «chaos» révolutionnaire non seulement

au Moyen-Orient mais aussi ici.

«Cessez le feu», «Arrêtez la guerre», «Mitterrand, tu n'as pas été élu pour faire la guerre», etc. – la direction de la LCR, mettant ses espoirs non sur la puissance sociale du prolétariat mais sur la philanthropie de la bourgeoisie et de son valet Mitterrand, répand l'illusion qu'une paix «démocratique» est possible sous le capitalisme et que ce gouvernement pourrait, sous la pression des masses, cesser d'être impérialiste.

A côté de ces larmoyantes suppliques adressées à Mitterrand et autres grotesques pressions parlementaristes «pour exiger des députés qu'ils votent contre la guerre» (Supplément du 13 janvier à *Rouge* n° 1430), la LCR propose des grèves, et même une «grève nationale». *Rouge* du 24 janvier s'aventure même, discrètement il est vrai, à parler pour une «défaite» de l'impérialisme. Ce sera la seule fois en quatre mois ! Mais en fin de compte, la grève agitée par la LCR n'est en rien une authentique action prolétarienne contre la guerre anti-irakienne, c'est (comme le reconnaît *Rouge* du 17 janvier) pour «leur [faire] entendre par tout l'exigence de la jeunesse et des travailleurs» !

Le pacifisme de la LCR s'exprime aussi dans son appel aux soldats à «refuser de partir». Cet appel moral, qui fait tomber la responsabilité individuelle sur les soldats, n'a jamais été une seule guerre ; au contraire, en empêchant les éléments les plus avancés d'atteindre la masse des soldats, cela laisse les mains libres à la hiérarchie militaire pour renforcer son emprise sur les jeunes travailleurs sous l'uniforme et pour écraser leurs luttes. De tels mots d'ordre ont toujours été dénoncés par les marxistes pour être, comme l'écrivit Trotsky («La guerre et la IV<sup>e</sup> Internationale», *Oeuvres*, tome 4), «radicalement opposés aux méthodes de la révolution prolétarienne».

Les JCR appellent, dans le cadre de la lutte anti-guerre, à des grèves mais, contrairement à leurs aînés de la LCR, elles insistent que «pour empêcher la guerre

[...] il faudra en finir avec ce gouvernement, et [...] il faudra un gouvernement à nous, un gouvernement ouvrier et populaire !» (*Autre chose* n° 7, février). Cette formule de gouvernement relève de la confusion centriste caricaturale. Serait-ce un gouvernement Marchais-Chevènement-Krivine ? Pour Trotsky, le mot d'ordre de gouvernement ouvrier n'est qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat.

Les militants des JCR ont insisté, même si c'est souvent de façon confuse, qu'ils sont aux côtés de l'Irak, pour la défaite des agresseurs impérialistes. Bien, mais on est bien en peine de retrouver dans leur propagande écrite cette position de défense de l'Irak ; de plus, elle est bien loin de vertébrer dans les mobilisations anti-guerre leur intervention, centrée sur le «retrait». Rejetant les magouilles autour de l'«Appel des 75», les JCR se retrouvent néanmoins elles aussi à coller comme la LCR au mouvement pacifiste : «C'est sur la perspective du retrait immédiat des troupes que peut se réaliser l'unité [...]» (*Ibid.*) Encore une fois, cette «unité» autour de ce mot d'ordre, en pleine guerre, ne peut pas séparer politiquement les réformistes des révolutionnaires. Retrait des troupes, oui mais défaites !

Tous ceux qui sont sincèrement pour la défaite des impérialistes ont le devoir de jeter toutes leurs forces pour convaincre, par une propagande aiguë, claire et ferme, les masses de défendre l'Irak contre «leur» impérialisme et d'engager des grèves politiques contre la guerre, contre leur gouvernement.

Comme tous les centristes, les JCR confondent les masses avec la direction qu'elles ont à un moment donné. Les «masses» ne sont ni homogènes ni figées. Elles bougent, et parfois vite, sous le fouet des événements. Elles reprendront demain les mots d'ordre qu'elles rejettent aujourd'hui. Les débuts de guerre sont rarement propices à ce que la propagande communiste atteigne les «masses» (même si elle rencontre un écho favorable dans certains milieux, comme aujourd'hui les milieux issus de l'immigration maghrébine) mais les éléments les plus conscients. Mais comme le

Suite page 15

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France,  
section de la Ligue communiste  
internationale (quatrième-  
internationaliste), pour reforger  
la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William  
Cazenave (rédacteur en chef), Suzanne  
Girard, Henri Riemann, Josie Thanner,  
Jean Thimbault.  
REALISATION: François Donau.  
REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.  
DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.  
DIRECTEUR DE PUBLICATION:  
William Saffores-Mondotte.  
Le Bolchévik, BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Imprimerie: Routage de Paris  
5, chemin des Fruitières  
93200 La Plaine-St-Denis  
Commission paritaire: n° 59267  
Distribué par les NMPP  
Les opinions exprimées dans les lettres  
ou articles signés ne reflètent pas  
nécessairement le point de vue de  
la rédaction.



# Grèves ...

Suite de la page 1

qui était supposé assurer l'application du blocus ordonné par les USA à l'ONU - et qui a été le prélude à l'actuelle guerre barbare contre l'Irak. Ce faisant, ils appellent leurs maîtres capitalistes à avoir une politique plus « rationnelle », et ce le plus souvent la main dans la main avec des dirigeants bourgeois « éclairés » qui craignent que la guerre ne provoque une explosion de colère arabe. Derrière les appels à la négociation que les 12 du Marché commun ont maintenus jusqu'à la veille du 15 janvier, date de l'ultimatum de Bush à Saddam Hussein, il y avait également la crainte de ce que les USA réserveront à leurs « alliés » (rivaux) s'ils réussissent à reprendre le contrôle des ressources pétrolières mondiales. Cette inquiétude est particulièrement ressentie par l'Allemagne qui est, avec le Japon, la cible indirecte de l'invasion du Golfe par Washington. Surtout depuis qu'il a annexé l'Allemagne de l'Est, Bonn regarde vers l'Est pour sa sphère d'expansion (et de ressources pétrolières) et a refusé d'envoyer ses troupes contre l'Irak. Il n'est donc pas surprenant que les manifestations pour la « paix » en Allemagne aient été les plus impressionnantes d'Europe.

Depuis que les sociaux-démocrates allemands ont voté les crédits de guerre le 4 août 1914 et que, quelque vingt ans plus tard, les « communistes » français (sous les ordres de Staline) ont approuvé le budget de guerre du gouvernement, les traîtres sociaux-démocrates et stalinien ont joué leur rôle de « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste », sabotant des révolutions et inoculant aux classes travailleuses le poison du chauvinisme. La guerre du Golfe montre que l'« extrême gauche » est incapable de formuler une opposition prolétarienne et internationaliste à la guerre impérialiste. Au lieu de cela, comme d'habitude, elle se met à la traîne des réformistes, cette fois avec l'appel social-pacifiste au « retrait des troupes ».

Tout comme en 1914 avec l'éclatement de la Deuxième Internationale le jour du déclenchement de la Première Guerre mondiale, l'implosion actuelle du stalinisme en Europe de l'Est provoque une énorme désorientation dans la gauche. Mais, déjà, en ces premiers jours de guerre, nombre de participants aux manifestations reconnaissent dans la position de la LCI en défense de l'Irak le programme du socialisme et du communisme authentiques. Nous luttons pour forger une opposition prolétarienne à la guerre dans l'esprit de Lénine et Trotsky et nous affirmons que le combat contre cette guerre de rapine barbare signifie lutter pour renverser le système impérialiste par la lutte de classe dans son propre pays. Une authentique direction révolutionnaire reste le facteur décisif: il faut reformer la Quatrième Internationale en tant que parti mondial de la révolution.

## L'anti-impérialisme, cela veut dire la lutte de classe contre sa bourgeoisie !

Les sections de la LCI se prononcent pour des grèves politiques contre la guerre contre l'Irak. Il ne s'agit pas là d'un appel abstrait. Ne serait-ce qu'en Europe, cette perspective est réelle, comme le démontrent les rapports de nos camarades des autres sections, reproduits ci-dessous.

Milan, 22 janvier - A la date d'expiration de l'ultimatum de Bush, la bureaucratie syndicale a appelé à un débrayage symbolique de cinq minutes. Mais dans la région de Milan, quelque dix usines ont fait, en grande partie spontanément, trois heures de grève explicitement contre la guerre. Le 17 janvier, premier jour du bombardement de l'Irak, un grand nombre d'ouvriers ont posé leurs outils, sont sortis des ateliers avec leurs conseils



Cent mille personnes défilent dans les rues de Paris contre la guerre le 12 janvier.

d'usines et se sont dirigés vers le point de rassemblement de la manifestation milanaise. Cette grève a touché les usines métallurgiques parmi les plus importantes de Milan, telles que celles de Breda, Falck, Maserati et Ansaldo. Ils ont été rejoints par des employés municipaux, des employés des transports, des « cols blancs » du centre financier et par beaucoup d'autres secteurs ouvriers.

Berlin, 28 janvier - Il y avait hier plus de 200 000 personnes rassemblées à Bonn, 150 000 à Berlin et des dizaines de milliers à Hambourg et ailleurs. Les préoccupations de la classe dirigeante capitaliste allemande se reflètent dans le mouvement nationaliste allemand de la petite-bourgeoisie et dans la bureaucratie syndicale. A la veille du jour J en Irak, la fédération syndicale DGB a appelé à des manifestations pacifistes qui désignaient Saddam Hussein comme le coupable. La DGB et le puissant syndicat IG-Metall ont appelé à « cinq minutes de silence » dans les entreprises.

Cependant, la réponse à ce genre d'appel bidon a parfois été plus forte que ce que les bureaucrates espéraient. Dans le bastion du SPD qu'est Düsseldorf, 80 000 ouvriers ont répondu à l'appel de la DGB à débrayer cinq minutes contre la guerre le 16 janvier. La veille, 150 apprentis chez Daimler-Benz à Stuttgart et 400 ouvriers de Bosch-Leinfelden au

sud de Stuttgart avaient débrayé pendant une demi-heure. A Hambourg, les débrayages ont touché le métro, les bus, la moitié du port et une partie de l'aéroport.

Londres, 22 janvier - Les Britanniques ont envoyé le plus grand contingent dans le Golfe après les Américains, et Neil Kinnock, le Parti travailliste et les bonzes syndicaux marchent au pas derrière le gouvernement conservateur. En conséquence, depuis que les bombardements ont commencé, les manifestations anti-guerre ont été bien plus petites que celles du continent. Dans les manifestations, notre journal s'est principalement vendu auprès des Irlandais, Asiatiques, Noirs et autres minorités dont les familles ont fait l'expérience amère du colonialisme et de l'impérialisme britanniques. Le Conseil des syndicats de Dublin (union locale) a récemment appelé les syndiqués à l'aéroport international de Shannon, utilisé par les avions de guerre US en route pour le Golfe, à un boycott syndical du ravitaillement en carburant des avions de transport militaire.

New York, 1<sup>er</sup> février - Le patriotisme cocardier qui a fait du « Super Bowl » (finale de football) un véritable congrès de Nuremberg va se dissiper dès que les corps des soldats tués reviendront au pays. De plus, dès les premières minutes,

des centaines de milliers de manifestants ont opposé à la fièvre belliciste orchestrée les plus grands rassemblements anti-guerre depuis la guerre du Vietnam. En fait, les protestations contre la guerre du Vietnam n'avaient pris de l'ampleur qu'une fois qu'il était devenu clair que les Etats-Unis pourraient réellement perdre la guerre. Cette fois-ci, les protestations ont commencé avant l'ouverture des hostilités, et touchent aujourd'hui quotidiennement tout le pays. A Washington, on comptait 35 000 manifestants le 19 janvier, et deux fois plus le 26; à San Francisco, plus de 70 000 au cours de ces deux week-end, et des milliers d'autres à Los Angeles, Boston et dans de nombreuses autres villes.

Un fait notable était la présence dans ces manifestations de cortèges syndicaux, tandis que des milliers d'ouvriers y participaient à titre individuel pour exprimer leur opposition à la guerre. Pendant les mois qu'ont duré les préparatifs de guerre, plusieurs sondages ont montré un degré élevé d'opposition à la guerre parmi la classe ouvrière. Le journal *San Francisco Examiner* écrivait que « l'attitude anti-guerre d'une fraction significative du mouvement syndical contraste de façon frappante avec la position syndicale au début de la guerre du Vietnam ».

Les Noirs américains sont particulièrement nombreux à ne pas vouloir de cette guerre. Près de 25 % des familles noires ont un de leurs membres dans le Golfe, contre seulement 7 % des familles blanches. 80 % des quelque 3 000 soldats qui ont demandé le statut d'« objecteur de conscience » sont des Noirs. L'un d'entre eux, Donald Alexander, marin-pompier dans l'US Navy, a déclaré dans une conférence de presse au National Press Club: « Je ne peux pas combattre dans une guerre pour la défense de l'esclavage [...]. Participer à cette guerre dans le Golfe persique équivaudrait pour moi à me battre pour le général Lee contre Abraham Lincoln. »

Pendant les deux dernières semaines, nos camarades de la Spartacist League/US ont vendu plus de 10 000 exemplaires de leur journal *Workers Vanguard* et des autres publications de la LCI.



La LCI dans les manifestations pour la paix au Moyen-Orient à San Francisco (en haut), Toronto (à gauche) et Berlin: la voix de la lutte de classe internationaliste contre la guerre impérialiste.



## Contre l'agression impérialiste dans le Golfe

# Colère des masses en Afrique du Nord

Deux semaines de bombardements massifs sur les villes irakiennes par la machine de guerre impérialiste ont provoqué une vague de solidarité avec l'Irak parmi les populations d'Afrique du Nord et d'Égypte. L'agitation menace de faire exploser la coalition anti-irakienne et pourrait à terme provoquer la chute des fragiles régimes pro-impérialistes d'Afrique du Nord.

Les larges mobilisations mettent en jeu des forces extrêmement disparates. Beaucoup de manifestations qui ont eu lieu en Tunisie et en Algérie étaient dirigées par des islamistes intégristes. Des médecins et des infirmières ont offert leurs services à l'Irak et ont commencé à collecter du sang. Les confédérations syndicales marocaines ont appelé à 24 heures de grève générale en solidarité avec l'Irak.

Dans toute l'Afrique du Nord, on dresse des listes de volontaires pour partir combattre aux côtés des Irakiens. D'après la confédération tunisienne UGTT, 3 000 hommes se sont déjà portés volontaires (*le Monde*, 25 janvier). Après le premier jour de bombardement, plusieurs centaines de jeunes gens se sont présentés à l'ambassade d'Irak à Alger pour s'enrôler.

Le *New York Times* du 24 janvier titrait « En Égypte, l'opinion tourne en faveur de Bagdad ». Les impérialistes comprennent bien la signification de ce fait. Avec plus de 40 000 soldats égyptiens sous commandement US dans le Golfe, le régime du Caire est un élément clé pour les impérialistes dans l'assaut contre l'Irak. Dans le même temps, la classe ouvrière égyptienne peut être une force importante pour la révolution dans le Moyen-Orient.

Deux jours plus tard, le même *New York Times* (26 janvier) notait que « le sentiment pro-irakien s'accroît en Afrique du Nord » et qu'« une des raisons majeures du soutien des Tunisiens, Algériens et Marocains à M. Hussein est qu'ils le voient comme leur frère de combat contre les riches. La masse des gens n'a que peu d'estime pour le Koweït et n'a pas été attristée que l'Irak l'absorbe. »

L'impact de la guerre impérialiste se répercute dans toute la région, provoquant une agitation dans les masses qui pourrait, avec une direction trotskyste, aller vers la révolution ouvrière.

### Égypte

Dans un communiqué publié le 23 janvier, les Frères musulmans ont exigé le retrait des forces égyptiennes du Golfe. Dans le même temps, le principal parti d'opposition, le Rassemblement progressiste unioniste (RPU), un parti nationaliste arabe, demande simplement, dans un appel publié le 21, que les forces égyptiennes respectent les objectifs qu'elles se sont fixés, c'est-à-dire défendre l'Arabie saoudite contre toute agression étrangère. Plusieurs associations de médecins, infirmières, ingénieurs, etc., et des dizaines d'intellectuels ont condamné l'agression américano-occidentale et ont apporté leur soutien au peuple irakien.

Le journal tunisien *Assabah* (24 janvier) fait état que, selon le journal du RPU égyptien, *Al Ahali*, « des milliers d'Égyptiens rejoignent l'armée irakienne en tant que volontaires ». Il ajoute que « de nombreux Égyptiens ont refusé de quitter l'Irak et ont insisté pour y rester ». Le Ministère de l'Éducation nationale a décidé de prolonger les vacances scolaires et universitaires, certainement par crainte de manifestations étudiantes en faveur de l'Irak.

### Maroc

Dès le déclenchement de la guerre du Golfe, « notre ami le roi » Hassan II a menacé d'instaurer l'état de siège si les choses semblaient échapper au contrôle. Il a dû reculer un peu plus tard et accorder aux « organisations légales » le droit de manifester, à la condition que chaque organisation manifeste dans une ville différente.

La Confédération démocratique du travail et l'Union générale des travailleurs marocains ont déposé une demande d'autorisation de manifestation dans 13 villes différentes. Le 28 janvier, à l'appel des trois confédérations syndicales, le Maroc a été paralysé par une grève générale en solidarité avec l'Irak. Le roi n'a pu faire autrement que de demander à son « gouvernement » de « soutenir » la grève, certainement pour éviter qu'elle ne



Jeune Afrique

Des centaines de milliers de manifestants crient, à travers le Maghreb, leur colère contre l'agression impérialiste contre l'Irak.

prende un caractère antigouvernemental. La grève a coïncidé avec un appel des partis d'opposition à un jour de jeûne dans tout le Maghreb. Ils ont également appelé au retrait de tous les soldats arabes et musulmans pour éviter de verser du sang arabe et musulman sur la terre d'Israël.

L'éditorial d'*Al Bayane* du 24 janvier (l'organe du PPS, les stalinien marocains) a pour titre « Pour sauver la paix ». Le PPS a une ligne pacifiste classique. Il soutient la revendication des gouvernements du Grand Maghreb arabe pour la tenue d'une session extraordinaire du Conseil de sécurité de l'ONU pour rétablir la paix au Moyen-Orient.

Sous le titre « Consensus national autour de la condamnation de l'attaque impérialiste et l'exigence de l'arrêt immédiat de l'agression contre l'Irak », *Al Bayane* écrit que « l'opposition [les stalinien, les sociaux-démocrates et les nationalistes de l'Istiqlal] exige le retrait des troupes marocaines (1 500 hommes) déployées en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, de permettre au peuple marocain d'exprimer ses sentiments panarabes fervents, de le mobiliser pour soutenir et d'être aux côtés du peuple irakien [...] et d'exprimer sa joie face aux victoires de l'armée irakienne sur le terrain [...] »

Par ailleurs et dans la même veine, les cinq partis d'opposition (y compris les stalinien) ont demandé aux musulmans maghrébins de réciter « Al Fatiha » (une

sourate du Coran bien connue pour que dieu apporte la victoire aux musulmans).

La jeunesse de différents partis d'opposition a appelé à une manifestation le samedi 26 janvier à Rabat sous le mot d'ordre « Exiger l'arrêt de la guerre du Golfe, pour une solution pacifique dans la région ».

Dans le même temps, les condamnations à de lourdes peines continuent à tomber avec une sinistre régularité sur les jeunes « émeutiers » de la grève générale du 14 décembre dernier. Cette grève contre le programme d'austérité du gouvernement et pour l'augmentation du salaire minimum a déclenché une explosion spontanée des masses plébéiennes pauvres, au cours de laquelle des banques, des hôtels de luxe et des boutiques à la mode ont été attaqués. Des dizaines et des dizaines (on parle de centaines) de

tre, Ahmed Karoui, le 23 janvier, a dénoncé vigoureusement la destruction du potentiel de l'Irak par les forces de la coalition sans s'en prendre nommément à aucune d'entre elles. Il a proclamé la solidarité des Tunisiens avec le peuple irakien, en tenant à y associer le peuple koweïtien, sans jamais nommer Saddam Hussein.

### Algérie

C'est l'Algérie qui a connu les manifestations les plus importantes et les plus massives, organisées soit par les partis laïques soit par les islamistes du FIS. Selon le *Financial Times* du 23 janvier, après la prière du vendredi 18, « plus de 100 000 manifestants algériens ont applaudi le prédicateur intégriste Ali Ben Hadj, paradant sur une jeep dans les rues d'Alger, vêtu d'un treillis militaire. » Des femmes portaient des panneaux : « Nous sacrifierons nos âmes et notre sang pour l'Islam. »

Le FIS, depuis qu'il ne jure plus par l'Arabie saoudite, ne manque pas une occasion d'insulter, à chaque rassemblement, le monarque saoudien, et paraît tout entier dévoué à Saddam Hussein. Le leitmotiv du FIS est d'appeler les Algériens à s'enrôler et exige des autorités qu'elles ouvrent des camps d'entraînement. La réponse du FLN n'a pas tardé. Lors d'une conférence de presse, le 22 janvier, M'Hamed Yazid, directeur du Centre de stratégie globale, a ironisé, selon *le Monde*, sur ceux qui veulent que l'Algérie envoie des renforts militaires en Irak, alors qu'elle n'a « même pas été capable de lui faire parvenir un bateau de semoule ». Il faisait allusion à « un bateau de la paix » affrété par des organisations féminines algériennes et arraisonné par la marine américaine dans le Golfe.

Quant à Chadli Bendjedid, il a qualifié, dans un discours du 23 janvier, les demandes des intégristes de « surenchère » et de « démagogie ». Bendjedid a évité de rappeler la position officielle de l'Algérie qui condamnait l'annexion du Koweït par l'Irak. Il a demandé aux Algériens de faire corps avec l'Etat et de ne pas étaler leurs divergences sur la place publique. En même temps, au cas où les Algériens voudraient échapper au contrôle, l'Algérie vient d'acheter à Mercedes-Benz de l'équipement et des véhicules anti-émeutes.

Par ailleurs, dans le cadre du grand mensonge raciste, au moment des premières manifestations en Algérie contre l'agression impérialiste, le reportage de l'une des chaînes de télévision françaises sur une manifestation à Alger montrait des manifestants, Kalachnikov à la main et mollahs enturbannés à la tribune. Il se révéla que c'étaient des images d'archives filmées au Liban !

\* \* \*

Les nationalistes arabes et les intégristes islamistes sont aujourd'hui à la pointe des mobilisations contre l'attaque impérialiste sur l'Irak. S'ils devaient s'emparer du pouvoir, de telles forces se retourneraient inévitablement contre les masses afin de consolider un nouveau régime capitaliste, comme cela a été le cas dans l'Iran de Khomeiny. Mais si la guerre devait se prolonger, le potentiel pour des luttes anti-impérialistes sérieuses dans la région augmenterait énormément, et avec lui la possibilité d'une intervention de forces internationalistes prolétariennes.

Les travailleurs des anciennes colonies de l'impérialisme français forment aussi

Suite page 15



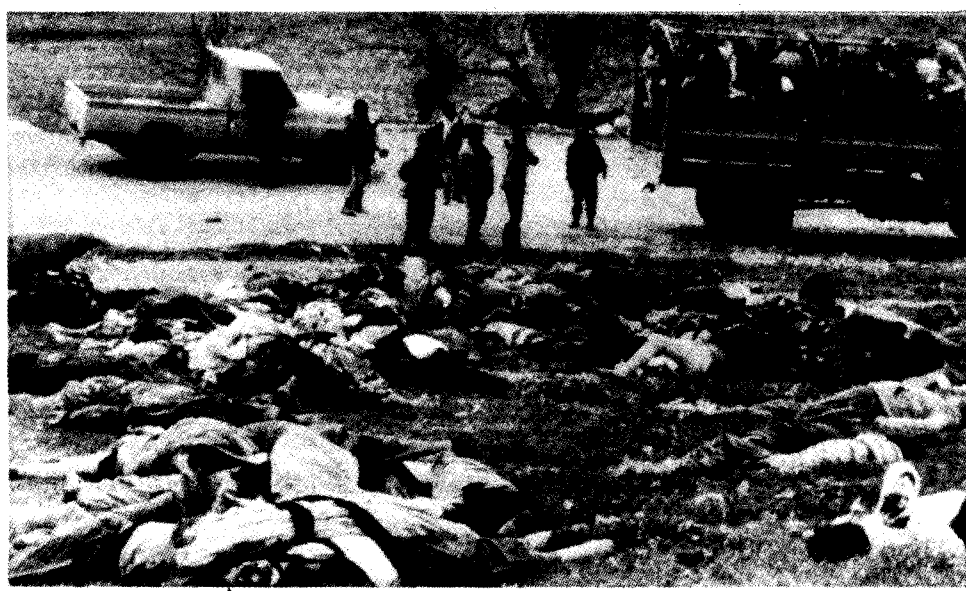
# La guerre de Saddam Hussein contre les Kurdes et la gauche

Pendant que la Maison blanche assemblait la plus grande force expéditionnaire depuis la guerre du Vietnam, les sections de la Ligue communiste internationale marchaient, dans les manifestations de protestation, sous ses banderoles appelant : «*Brisez le blocus de l'Irak ! Défaite des impérialistes !*» Nous sommes aux côtés du peuple d'Irak contre l'agression impérialiste qui coûtera des centaines de milliers de vies humaines pour imposer le «*nouvel ordre mondial*» de Bush. Et nous sommes aux côtés des travailleurs et des opprimés d'Irak contre leurs dirigeants sanguinaires, Saddam Hussein et son parti Baas, soutenus encore récemment par les impérialistes. Nous dénonçons en particulier le massacre des membres du Parti communiste irakien par les nationalistes baasistes et la guerre contre la minorité nationale kurde menée avec la complicité des impérialistes.

Un reportage de presse, vieux de plus d'une décennie, décrit les tortures atroces infligées par la police secrète, sous la direction de Saddam Hussein : «*Par exemple, les détenus sont battus avec des tubes, brûlés avec des cigarettes, soumis à des chocs électriques, à des coups sur les organes sexuels, sur l'estomac ou sur la poitrine jusqu'à ce qu'ils vomissent ; des détenus sont pendus, ont la tête plongée dans des cuvettes de WC, contraints d'accomplir des actions dégradantes ; d'autres sont emmenés hors des villes et on tire des coups de feu au-dessus de leur tête, etc. Quelques-uns d'entre eux qui ont subi des traitements de ce genre sont mutilés ou paralysés. D'autres ont été torturés à mort*» (le Monde, 23 mars 1979). Aujourd'hui, les dirigeants impérialistes et les médias occidentaux ressortent des histoires réchauffées de bébés arrachés des couveuses dans les hôpitaux koweïtiens, mais ils sont pratiquement silencieux sur les tortures décrites ci-dessus. C'est parce que les milliers d'hommes et de femmes qui ont enduré cette terrible épreuve, et dont beaucoup sont morts, étaient des communistes. L'objet de cette répression était de liquider le Parti communiste irakien (PCI). Et pendant qu'il accomplissait cette horrible tâche, Saddam Hussein avait le soutien de l'impérialisme US.

Dans un article précédent («*Comment le Baas irakien est arrivé au pouvoir, le Bolchévik n° 105, octobre 1990*»), nous avons montré que le parti de Saddam Hussein a pris le pouvoir en écrasant le soulèvement révolutionnaire qui a suivi le coup d'Etat de 1958 contre la monarchie installée par les Britanniques. Il était possible d'unir les Kurdes et tous les opprimés derrière la puissante classe ouvrière dirigée par le PC pour renverser

## Le règne sanglant des maîtres de Bagdad



Été 1988 - l'armée irakienne de Saddam Hussein utilise les armes chimiques pour massacrer la population kurde.

l'ordre bourgeois, mais le Parti communiste irakien s'est subordonné au régime nationaliste du général Kassem. Comme le PC capitulait (sur ordre de Moscou qui voulait faciliter les pourparlers de Camp David entre Khrouchtchev et Eisenhower), les militants ouvriers étaient abandonnés à la répression et les Kurdes repoussés dans les bras de la chefferie traditionnelle. Quand, en 1963, des rivaux nationalistes de Kassem dans le parti Baas manigancèrent un coup d'Etat militaire, le résultat fut neuf mois de règne de la terreur. Des gangsters baasistes utilisant des listes fournies par la CIA tiraient les militants communistes de leur maison. Ils en massacrèrent des milliers.

Les capitulations suicidaires du PC irakien n'étaient que le développement logique de la politique antirévolutionnaire de Staline, concentrée dans le dogme de construction du «*socialisme dans un seul pays*», l'URSS. Sous ce mot d'ordre nationaliste, qui veut dire s'opposer aux luttes ici au nom du socialisme ailleurs, les communistes chinois reçurent l'ordre de se subordonner au Guomindang nationaliste-bourgeois, ce qui se traduisit par le massacre de Shanghai de 1927 par Tchiang Kai-chek. De même, Moscou et Pékin dirent au PC indonésien de se

mettre sous la houlette du dirigeant nationaliste Sukarno, ce qui aboutit au massacre, en 1965, d'un demi-million de militants de gauche. On peut mesurer la trahison du marxisme par les staliens du Kremlin dans le fait que, pour leurs manœuvres diplomatiques, ils ont pendant des décennies capitulé devant des dictateurs au petit pied, au lieu de mobiliser la classe ouvrière pour les balayer.

### Nationalisme arabe et répression anticommuniste

En 1968, les baasistes purent revenir au pouvoir par un autre coup d'Etat militaire. Saddam Hussein mit sur pied un énorme appareil de sécurité dont le chef - comme lui un bourreau haut placé dans le précédent régime baasiste - «*aimait à conduire personnellement les interrogatoires et à éteindre sa cigarette sur l'œil de ses victimes*» (Samir Al-Khalil, *Republic of Fear* [1989]). Une fois de plus, le bras des nationalistes fut renforcé par la capitulation du PC irakien, qui se prosternait devant les baasistes avec comme seul résultat d'être écrasé sous la botte. Dans les premières années du régime, beaucoup de communistes furent arrêtés et torturés à mort. Mais quand l'URSS signa un traité d'*«amitié»* avec l'Irak en 1972, deux dirigeants du PC entrèrent dans le gouvernement.

Renforcés par les armes soviétiques et assurés des bonnes dispositions du PC, les baasistes lancèrent en mars 1974 un assaut militaire massif contre les Kurdes. Pendant presque un an l'armée irakienne bombardait les villages kurdes au napalm et au phosphore, poussant des milliers de gens à abandonner leur foyer. Mais comme les Kurdes résistaient victorieusement, le régime baasiste se tourna vers Washington et son allié le shah d'Iran pour demander de l'aide. Les impérialistes US, anxieux de maintenir l'Irak dans le giron pro-impérialiste, n'étaient que trop heureux d'aider le régime baasiste à écraser les Kurdes. En conséquence, la CIA rompit soudainement avec son homme, le «*général*» féodaliste Mustafa Barzani. L'Iran accepta de fermer la

frontière et d'arrêter l'aide militaire aux insurgés dirigés par Barzani, en échange de l'abandon par l'Irak de ses prétentions sur la rive orientale du Chat el-Arab (l'estuaire du Tigre), son seul débouché sur le golfe Arabo-Persique.

Alors que la résistance kurde s'effondrait, le Baas lançait une politique d'*«arabisation»* forcée des régions kurdes, particulièrement les régions septentrionales, riches en pétrole, de Kirkouk et Mossoul. Des centaines de milliers de Kurdes furent entassés dans des camions militaires avec le peu de biens qu'ils pouvaient emmener avec eux et déplacés dans le désert du sud-ouest, où environ un demi-million de Kurdes sont aujourd'hui maintenus dans des camps de concentration misérables. Aux paysans arabes du Sud, on a offert des facilités pour repeupler les terres abandonnées.

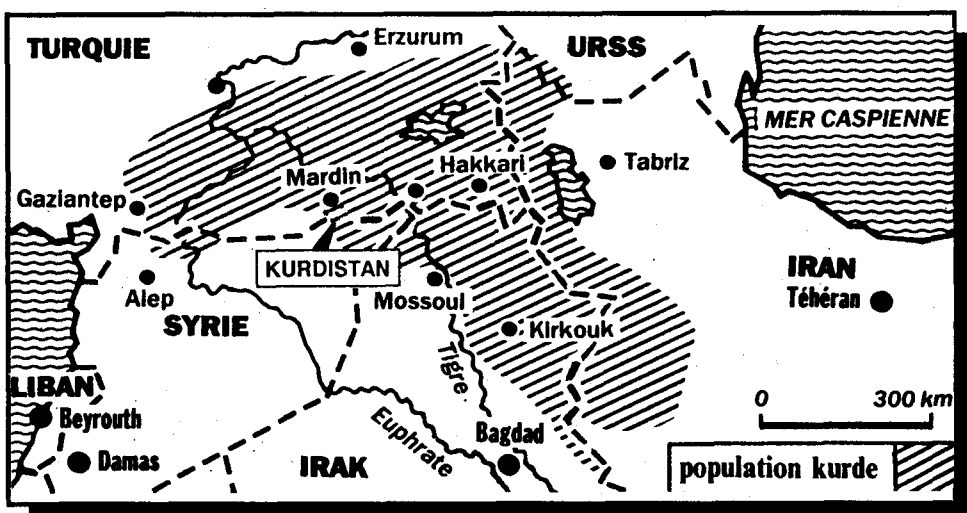
Ayant rempli son rôle, le Parti communiste irakien redevint la cible des baasistes. Un nombre croissant de membres du PC furent emprisonnés, alors même qu'il y avait des ministres PC dans le gouvernement. La plupart furent accusés de faire un travail politique dans l'armée. En mai 1978, au moins 21 militaires, membres et sympathisants du PC, furent exécutés, dans un nouveau paroxysme de terreur. Cependant, les staliens continueront sur la voie de la collaboration de classe jusqu'à la fin macabre. Tout en condamnant la vague de répression en Irak, une conférence des PC des pays arabes, fin 1978, soutenait qu'un «*front progressiste arabe*», unissant communistes et baasistes, était «*indispensable*» (le Monde, 7 janvier 1979). Après l'explosion de répression anticommuniste, pendant toute une année les ministres PC du gouvernement s'accrochèrent désespérément à leur portefeuille ministériel. Au printemps 1979, ce qui restait du PC irakien était soit en exil, soit - 15 000 d'entre eux selon une estimation - en prison.

La vague de répression contre les communistes irakiens provoqua l'indignation des organisations ouvrières du monde entier. La tendance spartaciste fit remarquer que «*cet assassinat juridique [des 21 membres du PC] faisait partie d'une répression majeure contre le parti de masse du prolétariat irakien par le régime baasiste nationaliste-bourgeois*» (*Workers Vanguard* n° 230, 27 avril 1979). Les impérialistes n'ont pas protesté contre ce massacre. Ils comprenaient que cela faisait partie d'un tournant de l'Irak vers l'Occident - conduisant à des liens économiques plus serrés, achats d'armes et une opposition plus feutrée aux accords de «*paix*» entre l'Égypte et Israël. Une dépêche du *New York Times* (30 juillet 1978), prenant note du massacre des membres du PC, était intitulée : «*L'Irak cherche maintenant une image de modéré.*»

### Pour une république socialiste du Kurdistan unifié !

A la suite du démantèlement de l'Empire ottoman, après la Première Guerre mondiale, la patrie des Kurdes fut divisée entre quatre Etats bourgeois - Irak, Iran, Turquie et Syrie - et les Kurdes, dans tous ces Etats, furent soumis à une répression sauvage. Le traité de Sèvres de 1920, qui formalisait le partage impérialiste des «*dépouilles de guerre*», avait envisagé la formation d'un Etat kurde

Suite page 14



Le territoire kurde a été découpé par les impérialistes. Il est aujourd'hui divisé entre quatre Etats capitalistes et l'Union soviétique.

## De Charybde en Scylla

# Les Juifs soviétiques en Israël : pions dans la «solution finale» sioniste

Depuis des années, les dirigeants sionistes préparent l'expulsion par la force des Palestiniens de la Cisjordanie occupée. Les préparatifs peuvent aujourd'hui être considérés comme achevés. Sous l'impact de trois années de rébellion palestinienne, l'opinion publique juive d'Israël est devenue d'un racisme de plus en plus virulent ; une moitié est maintenant ouvertement en faveur du « transfert » (expulsion en masse). L'invasion du Golfe par les impérialistes fournit maintenant une guerre ouverte qui pourra servir de couverture à de sanglants transferts de population. Et l'afflux d'immigrants juifs venus d'Union soviétique a donné à Israël un prétexte pour déclencher une nouvelle campagne pour le *Lebensraum* contre le peuple palestinien.

Il s'agit là de la plus importante vague d'immigration que l'Etat d'Israël aura connue depuis celle qui a suivi sa création en 1948. Au 1<sup>er</sup> janvier de cette année, 200 000 Juifs soviétiques sont arrivés en Israël, et on en attend le double au cours des douze prochains mois. Des centaines de Juifs soviétiques font chaque jour la queue devant le consulat israélien à Moscou ; mais quand ils arrivent en Israël, ils se retrouvent sans travail et souvent sans logement. La société israélienne est sollicitée à l'extrême pour assurer l'installation des nouveaux immigrants, mais les dirigeants sionistes les accueillent pour servir de chair à canon dans leur campagne pour « purifier » les territoires occupés des Arabes. Le pogrome contre les Palestiniens a déjà commencé, avec l'assassinat à Tunis, le 14 janvier, de deux des principaux collaborateurs de Yasser Arafat. Israël est aujourd'hui prêt pour appliquer sa « solution finale ».

*Les Palestiniens sont confrontés à une offensive meurtrière. Les travailleurs et les opprimés du monde entier doivent prendre leur défense. Les travailleurs de langue hébraïque d'Israël ne doivent pas tolérer d'être eux-mêmes complices des plans génocides de leurs oppresseurs capitalistes. Il faut défendre les Palestiniens ! Israël hors des territoires occupés !*

### Préparatifs de génocide

Le premier ministre israélien Itzhak Shamir assure hypocritement Washington et Moscou qu'il n'y a pas de nouvelles colonies en cours d'implantation dans les territoires occupés pour loger les Juifs soviétiques. Mais les sionistes, comme toujours, créent des « faits accomplis » sur le terrain en étendant les implantations existantes, ainsi que les limites de Jérusalem, à des terres occupées par des Arabes et situées au-delà de la « ligne verte » (la frontière d'avant 1967).

Le nombre de « colons » juifs en Cisjordanie vient de passer la barre des 100 000. Ils ne partiront pas sans une guerre civile, et les dirigeants sionistes n'ont assurément pas la moindre intention de leur faire quitter les lieux. Shamir s'engage explicitement « à garder la terre d'Israël depuis la mer jusqu'au Jourdain pour les générations futures et pour l'immigration de masse ». Quant au Parti travailliste (un parti sioniste complètement capitaliste malgré son nom), qui pousse maintenant des roucoulements de « colombe » et propose l'échange de terres contre la paix, il est l'architecte des programmes d'implantation en Cisjordanie,



Les Juifs soviétiques fuyant le chaos économique et l'antisémitisme montent en Israël pour se retrouver sans emploi, sans abri, et pour être utilisés dans les pogromes génocides contre les Palestiniens.

et fut celui des expulsions en masse des Arabes à la fin des années 1940.

Le gouvernement de coalition actuel, dirigé par le Likoud, est universellement considéré comme le plus à droite de toute l'histoire d'Israël – le Likoud de l'ex-fasciste Shamir peut être tenu comme le plus « modéré » des cinq partis représentés dans le cabinet. La nomination au poste de ministre du Logement (l'équivalent d'un « ministre du repeuplement » du Troisième Reich) d'Ariel Sharon, le boucher fascisant de Sabra et Chatila, n'a laissé aucun doute sur les intentions du gouvernement. Celui-ci a maintenant annoncé comme objectif l'installation de 250 000 Juifs supplémentaires dans les territoires occupés au cours des 20 prochaines années. En décidant d'exclure les Palestiniens des territoires occupés de la distribution des masques à gaz qui a

précédé la guerre du Golfe, le gouvernement israélien déclarait officiellement qu'il considérait ceux-ci comme des *Untermenschen* (sous-hommes).

En octobre dernier, la provocation qu'a été le massacre de Palestiniens à la mosquée Al-Aqsa de Jérusalem – l'atrocité sioniste la plus sanglante jamais commise dans la « ville de la paix » – représentait une affirmation meurtrière des intentions des dirigeants israéliens. Immédiatement après, le gouvernement annonçait une politique visant à assurer une majorité juive dans les zones arabes annexées au « Grand Jérusalem ». Des milliers de Juifs soviétiques sont dirigés vers ces zones, en leur faisant miroiter des logements disponibles et des prêts hypothécaires bon marché, subventionnés par le gouvernement.

L'éviction des Palestiniens est imposée

## Défense des Palestiniens !



Un Palestinien sous le canon d'un policier au cours du massacre sioniste de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem à l'automne dernier.

non seulement par la terreur semi-officielle que font régner les groupes de « colons » fascistes, mais aussi par des tireurs d'élite de l'armée qui ont maintenant pour ordre de tirer à vue sur tout Palestinien tenant une pierre à la main ou portant un masque sur le visage ! Durant les trois années de l'Intifada, la terreur militaire israélienne a cherché tout particulièrement à décimer une génération de jeunes – environ 160 enfants palestiniens de moins de 16 ans ont été abattus de sang-froid, et plus de 50 000 autres ont été blessés. Pendant ce temps, les communautés arabes de Cisjordanie sont littéralement privées d'eau : les Israéliens détournent les eaux du Jourdain vers les zones juives.

L'été dernier, Israel Shahak, éminent antisioniste israélien et rescapé d'Auschwitz, remarquait que « non seulement la grande majorité de la coalition de droite au pouvoir, mais aussi beaucoup de personnalités importantes du Parti travailliste, sont unies dans leur désir que l'Etat de Jordanie, tel qu'il existe actuellement, soit détruit par Israël » (*Middle East International*, 3 août 1990). Shahak fait remarquer que beaucoup de ces défenseurs de la ligne « la Jordanie c'est la Palestine » ont l'intention d'« utiliser cette occasion pour y « transférer » les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, tout en déguisant de telles expulsions en masse en « rapatriements » dans l'« Etat palestinien » nouvellement constitué ».

Un membre du cabinet Shamir déclarait récemment que « le roi Hussein [de Jordanie] est devenu un satellite irakien, et représente un nouveau problème de sécurité pour Israël ». Nous savons tous comment les Israéliens traitent les « problèmes de sécurité » !

S'il est clair que l'héroïque Intifada palestinienne constitue un défi lancé à la capacité des sionistes de maintenir une administration militaire stable, elle a en même temps réduit la dépendance des capitalistes israéliens vis-à-vis de la main-d'œuvre palestinienne. Comme l'écrit la journaliste de Cisjordanie Hanna Siniora : « L'Intifada a réalisé une séparation de nos économies, à notre détriment. » Les capitalistes israéliens se tournent vers les immigrants soviétiques, qui dans leur majorité ont reçu une éducation de haut niveau, pour faire le « travail d'Arabe » que refusent même les Juifs sépharades pauvres, véritable caste inférieure. Un quart des 120 000 travailleurs palestiniens des territoires occupés qui travaillaient en Israël ont déjà été remplacés par des Juifs soviétiques.

Simcha Dinitz, responsable de l'Agence juive, l'organisme qui supervise la « réunion » (*aliya*), proclame : « N'importe quel travail que fait Ahmed, Boris peut le faire aussi bien. » L'Histadrout, la confédération syndicale corporatiste du « travaillisme sioniste » bâtie sur le principe « la main-d'œuvre juive seulement », demande maintenant qu'on supprime leur allocation de chômage à tous les chômeurs âgés de moins de trente ans et aptes au travail s'ils refusent un recyclage dans l'industrie du bâtiment, laquelle a été jusqu'à maintenant presque exclusivement un domaine réservé arabe.

Savoir si « Boris », diplômé d'université et avec dix ou vingt ans d'expérience dans un laboratoire scientifique, va accepter les emplois les plus salissants et les moins



bien payés qui étaient auparavant laissés à «Ahmed», c'est une autre affaire. Quelques illusions qu'ils aient pu avoir en montant dans leur avion d'El Al, les Juifs soviétiques s'aperçoivent rapidement qu'ils ne sont pas arrivés au pays du lait et du miel. L'économie israélienne est dans un sale état; le taux de chômage, qui atteignait déjà 10% avant l'afflux d'immigrants soviétiques, a commencé à monter en flèche à la fin de l'année dernière.

Trois immigrants soviétiques sur quatre n'ont pas réussi à trouver du travail, tandis que des centaines de femmes ont été contraintes à se prostituer. Sur les 3000 scientifiques arrivés l'année dernière, seulement 160 ont aujourd'hui un emploi! Une immigrante de fraîche date, dont le mari avait été ingénieur électricien à Kiev et avait travaillé dans une usine en Israël pour 12,50 francs de l'heure (avant d'être licencié pour avoir demandé une augmentation), se lamente: «Nous nous sentons dévalorisés, malheureux, on profite de nous.»

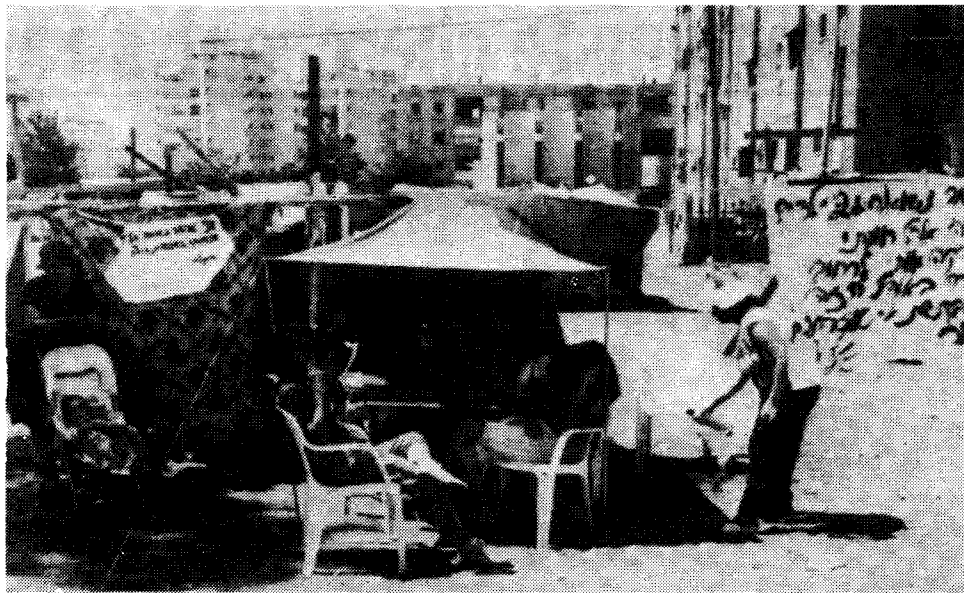
Et contrairement à la précédente vague d'immigration soviétique des années 1970, ces gens ne sont pas habitués par une nouvelle ferveur juive orthodoxe et ne sont pas des fanatiques sionistes; produits de la société soviétique, ils sont dans leur immense majorité laïques et assimilés, et beaucoup d'entre eux ont épousé des non-Juifs. Ils ont maintenant atterri dans une théocratie où de plus en plus la droite religieuse fait la pluie et le beau temps. Une législation récente interdit même la production et la vente de porc dans les zones juives.

Le ministre de l'«Absorption», Itzhak Peretz, qui fait partie de la droite intégriste, a provoqué un tollé quand il a déclaré que beaucoup des immigrants qui arrivent en Israël ne sont pas de «véritables» Juifs, et qu'il a insisté pour que leur appartenance religieuse soit soigneusement vérifiée. Le grand rabbinat ultra-orthodoxe d'Israël a récemment envoyé à Moscou un rabbin dont la mission est «de décider qui est un Juif et qui n'en est pas un». Les candidats à l'immigration de sexe masculin devront-ils baisser leur pantalon pour montrer qu'ils sont circoncis, comme étaient obligés de le faire ceux que les nazis soupçonnaient d'être juifs? Et comment les rabbins feront-ils prouver aux femmes qu'elles sont juives?

## La Révolution russe a émancipé les Juifs

C'est une horrible ironie de l'histoire que la plus grande concentration en Europe de Juifs qui aient survécu à la «solution finale» de Hitler deviennent des pions de la «solution finale» sioniste. La Révolution bolchévique de 1917 a été un phare d'émancipation pour les Juifs horriblement opprimés d'Europe de l'Est. Pendant la guerre civile, de nombreux Juifs russes se sont distingués dans les combats avec les contre-révolutionnaires blancs, et ont par la suite joué un rôle de premier plan dans le gouvernement bolchévique. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les Juifs ont joué un rôle héroïque, et d'une ampleur sans rapport avec leur importance dans la population, dans l'Armée rouge et en particulier dans les groupes de partisans soviétiques et alliés aux Soviétiques. Ces groupes réussirent à immobiliser 10% de toutes les forces de la Wehrmacht sur le front russe, et à perturber sérieusement la logistique et les transports allemands (cf. le livre de Reuben Ainsztein, *Jewish Resistance in Nazi-Occupied Eastern Europe*, 1974).

Le magazine américain *Newsday* écrivait récemment à propos de l'ancien combattant de l'Armée rouge Alexander Zamulson, qui s'est récemment rendu aux Etats-Unis pour suivre un traitement médical, qu'«on croit savoir qu'il est le seul héros de guerre juif décoré d'Union soviétique» (*Newsday*, 7 janvier). C'est une absurdité: 550 000 Juifs ont servi



Des Israéliens, principalement des sépharades pauvres, se retrouvent sans abri du fait de l'arrivée massive d'immigrants soviétiques.

dans l'Armée rouge pendant la Deuxième Guerre mondiale (non compris les unités de partisans), dont plus de deux cents généraux. Parmi toutes les nationalités soviétiques, les Juifs figuraient en quatrième position pour le nombre de décorations pour conduite héroïque. La raison pour laquelle *Newsday* a pu publier une affirmation d'une telle ignorance est peut-être le fait que pendant des années, en raison des lois maccarthystes, beaucoup de communistes juifs soviétiques, comme le général David Dragunsky, ont été interdits de séjour aux Etats-Unis!

Qu'une proportion significative de cette composante précieuse de la société multinationale d'Union soviétique soit maintenant poussée à émigrer vers le piège sioniste, c'est là un crime grave de la bureaucratie soviétique. Cela aura un effet débilant sur l'avenir de l'économie soviétique: plus de 53% des émigrés appartiennent aux professions universitaires, et 13% sont des scientifiques ou des ingénieurs.

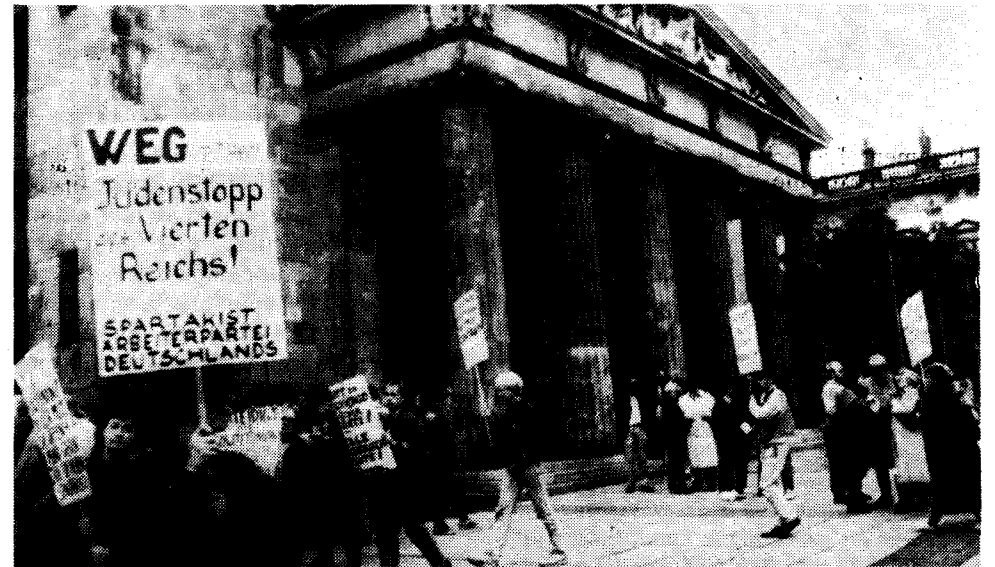
Bien que l'antisémitisme ait été monnaie courante en Union soviétique au moins depuis les années 1930, il ne s'exprimait pas ouvertement ou de différentes façons à différentes périodes. Mais la perestroïka orientée vers le marché de Gorbatchev a fait remonter à la surface les remugles les plus arriérés de l'époque tsariste. Et Gorbatchev a encouragé la lame de fond de l'antisémitisme en faisant entrer dans son conseil présidentiel l'antisémite et contre-révolutionnaire notoire Valentin Raspoutine, qui dénonce les Juifs simultanément comme «décidés» et comme les dirigeants de la Révolution bolchévique!

Les Cent-Noirs pogromistes sont de retour, sous le nom de Pamiat. A Tchernovtsy, une bande d'individus a forcé la porte d'un vieillard juif, et l'a brûlé au ventre avec un fer rouge. A Moscou, une famille a eu son appartement incendié, ce qui a provoqué la mort d'une femme de 33 ans; on a retrouvé sur place un papier où était écrit «Mort aux Juifs!» Les fascistes de Pamiat sont protégés par une couche beaucoup plus large de chauvins grands-russes; cette couche, avec laquelle Pamiat est intimement imbriquée, existe à l'extérieur comme à l'intérieur de la bureaucratie dirigeante, y compris dans les échelons intermédiaires et supérieurs de l'armée. Interviewé récemment dans le *New York Times*, le rédacteur en chef d'un journal militaire officiellement reconnu expliquait fièrement comment il se préparait à publier des extraits du *Protocole des sages de Sion*, le faux antisémite grossier concocté par la police secrète tsariste dans le but de provoquer des pogromes antisémites pour écraser la Révolution de 1905.

D'un autre côté, le niveau d'hystérie et de peur qui pousse à quitter leur patrie des centaines de milliers de Juifs qui, récemment encore, se considéraient comme des membres loyaux et patriotes de la société soviétique, semble être au moins en partie fabriqué. Au début de 1990, la rumeur a couru dans toute

l'Union soviétique que le 5 mai aurait lieu un pogrome de grande ampleur. La menace de pogrome a joué un rôle clé pour accélérer l'émigration à grande échelle, mais à la date indiquée, rien ne se produisit. Une correspondance d'Odesa publiée dans le *New York Times* du 3 mars 1990 relate que «certains Juifs accusent même d'autres Juifs d'alimenter les rumeurs de pogrome actuelles pour justifier l'exode». Il n'y aurait rien de surprenant à ce que les sionistes alimentent de telles rumeurs, et même montent des provocations antisémites, afin de pousser les Juifs à émigrer vers Israël.

Le militant de gauche israélien Michel Warshawski, qui a récemment purgé une peine de prison pour avoir publié des



Les trotskystes allemands, à Berlin le 19 septembre dernier: «A bas l'interdiction de l'immigration juive par le Quatrième Reich!» Cette photo de nos camarades a été publiée dans le supplément hebdomadaire au «Jerusalem Post».

textes pro-palestiniens, écrit: «Les émissaires d'Israël en Union soviétique – ainsi que les médias de propagande israéliens qui visent les Juifs d'Union soviétique – font tout ce qui est en leur pouvoir pour gonfler la signification du phénomène de l'antijudaïsme soviétique, et pour créer une psychose de masse parmi les Juifs soviétiques» (*Against the Current*, juillet-août 1990). Il suffira de rappeler que le Mossad a joué un rôle majeur pour provoquer la dernière grande aliya vers Israël, celle des Juifs sépharades du Moyen-Orient dans les années 1950; il avait alors, entre autres crimes, perpétré un attentat à la bombe contre une synagogue remplie de fidèles à Bagdad.

Mais dans l'ensemble ce n'est pas l'antisémitisme, ni même la peur des pogromes, qui provoquent actuellement le départ en masse des Juifs soviétiques. Ils partent tout simplement parce qu'ils peuvent sortir du pays et qu'ils ont quelque part où aller, à un moment où la vie en Union soviétique devient de plus en plus insupportable et où l'économie s'effondre. Dans leur immense majorité, ils préféreraient de beaucoup émigrer vers les Etats-Unis, comme ils le faisaient jusqu'au moment où Israël a conclu un accord avec Washington et Moscou pour canaliser le flot des Juifs soviétiques vers Tel-Aviv.

Du fait de cet accord, non seulement il est interdit aux Juifs soviétiques de changer de destination pendant leur transit vers Israël, mais en plus la citoyenneté israélienne leur est automatiquement imposée dès l'instant où ils quittent l'espace aérien soviétique. Une fois qu'ils ont atterri en Israël, ils se rendent compte qu'ils sont de véritables «prisonniers de Sion», contraints de demeurer pendant cinq ans dans l'Etat sioniste s'ils ne peuvent pas réunir la somme d'argent (quelque 30 000 francs par personne) exigée pour «rembourser» leurs frais de voyage et de réinstallation.

La plupart des Juifs soviétiques qui quittent l'Union soviétique préféreraient aller pratiquement n'importe où plutôt qu'en Israël, ce qui démontre le nombre élevé de ceux-ci qui ont récemment émigré vers l'Allemagne. «Israël est un Etat militarisé», explique l'un d'eux, «Nous voulons seulement être dans un pays pacifique comme l'Allemagne». Ceci aussi est une illusion, mais même le Quatrième Reich apparaît sous un jour favorable en comparaison avec le «Grand Israël». Le gouvernement allemand a menacé de mettre le holà à cet afflux de réfugiés, en les limitant à mille par an, mais le tollé provoqué par l'annonce de cette mesure (décréter les Juifs indésirables n'aurait pas été bon pour l'image de la nouvelle patrie unie et «démocratique») a obligé Bonn à faire marche arrière.

Dès que ce scandaleux *Judenstopp* fut révélé, le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands (SpAD) organisa un rassemblement de protestation à Berlin, le 19 septembre dernier, avec comme mot d'ordre «A bas l'interdiction de l'immigration juive

par le Quatrième Reich!» Une photographie de cette action de protestation internationaliste de nos camarades contre l'antisémitisme en Allemagne a été publiée dans un encadré dans le numéro de décembre 1990 d'*Israel Scene*, le magazine mensuel du *Jerusalem Post*.

Les sionistes, comme la mal nommée Anti-Defamation League [Ligue anticalomnies] aux Etats-Unis, accusent d'antisémitisme tous ceux qui s'opposent à leur projet expansionniste et raciste. Ce procédé favori des sionistes a été employé en particulier contre la Spartakist League/US, quand l'ADL a cherché à saboter une action de front unique dont l'initiative revenait à la SL/US et au Partisan Defense Committee, contre les fascistes du Ku Klux Klan et les nazis.

En fait, c'est le sionisme qui a travaillé main dans la main avec l'antisémitisme national. Itzhak Shamir le sait bien: à l'époque où il était un de ses principaux dirigeants, l'organisation terroriste fasciste Lehi (le «groupe Stern») chercha à conclure un accord avec l'«ordre nouveau» de Hitler, sur la base d'une position commune que les Juifs n'avaient pas leur place en Allemagne, avec comme argument: «Une convergence d'intérêts est possible entre les objectifs de l'Ordre nouveau en Europe, suivant l'approche

# L'ANC et le Parti communiste cherchent à ravalier l'apartheid



A gauche : Joe Slovo, dirigeant du PC, et Nelson Mandela font campagne pour le « partage du pouvoir » avec les maîtres de l'apartheid. A droite : Joe Slovo (au centre) et Moses Mayekiso furent appelés par Mercedes-Benz pour arrêter la grève.

## L'Afrique du Sud et la révolution permanente

La première partie de cet article (publiée dans notre dernier numéro) montrait comment, alors que l'African National Congress (ANC) est en train de négocier à propos d'un « partage du pouvoir » avec le régime de l'apartheid dirigé par le premier ministre F.W. De Klerk, ce dont on parle c'est de réformer et de rendre « présentable » le système raciste. Nous écrivions : « On ne pourra pas mettre fin au système d'esclavage de l'apartheid à moins d'une révolution socialiste. La surexploitation des travailleurs noirs est le soubassement sur lequel a été construit le capitalisme sud-africain, et avec lui tout l'édifice de la domination blanche. Quoi que ce soit qui s'approche même du minimum de la démocratie bourgeoise (comme « un homme, une voix ») est incompatible avec le maintien de ce système social. Quand elles luttent pour la terre qu'on leur a volée, pour les mines et les usines qui produisent d'énormes richesses à partir de leur labeur, les masses noires sud-africaines perçoivent ce fait fondamental. Mais tandis que l'heure décisive approche, les dirigeants de l'ANC et du Parti communiste sud-africain constituent le principal obstacle à la libération des Noirs, eux qui enchaînent les populations opprimées aux maîtres de l'apartheid au nom d'une alliance de « front populaire » avec De Klerk et les capitalistes « verligés » (éclairés). Et aujourd'hui, il semble que pratiquement toutes les organisations de gauche et anti-apartheid se sont rangées derrière cette entreprise de trahison. »

### Deuxième partie

La tentative de transition d'un régime policier de la domination blanche vers une coalition avec l'ANC a créé une situation politique hautement instable. Les masses plébéiennes noires veulent le pouvoir politique et économique, pas le « partage du pouvoir » avec leurs exploiters et oppresseurs. A leur manière, les dirigeants de l'ANC et du PC sud-africain (South African Communist Party, SACP)

comprennent à quel point la situation actuelle est explosive. Ainsi, en septembre dernier, ils ont usé de toute leur autorité (avec en particulier une intervention personnelle de Joe Slovo, le secrétaire général du PC) pour briser une grève à l'usine Mercedes-Benz, où pendant plusieurs années les ouvriers avaient imposé quelque chose qui ressemblait à une situation de double pouvoir dans l'usine.

La tâche stratégique centrale d'une avant-garde communiste en Afrique du Sud est de dresser la base prolétarienne

et plébéienne de l'ANC contre les chefs nationalistes et partisans de la collaboration de classe dans la lutte pour créer des organes de *double pouvoir* qui constitueront la base d'un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs. Dans les usines et dans les mines, il est nécessaire de constituer des comités ouvriers qui remettront en cause le contrôle des capitalistes sur la production. Dans les townships noirs, il est nécessaire de former des milices ouvrières pour mettre hors d'état de nuire et les terroristes d'extrême droite et

ceux qui incitent aux violences intertribales. Dans les campagnes du *veld*, les travailleurs agricoles doivent être organisés autour d'un programme d'expropriation des grands propriétaires terriens blancs et de nationalisation de la terre. Dans les bantoustans, les masses doivent être mobilisées pour chasser les despotes fantoches de l'apartheid. C'est cela la réponse communiste aux négociations pour le « partage du pouvoir » avec les Randlords. Il y a en Afrique du Sud un besoin critique d'un parti authentiquement communiste, qui prendra modèle sur le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky.

### Le Parti communiste contre le communisme

En février dernier, dans le cadre des négociations pour la libération de Nelson Mandela, le gouvernement a légalisé le Parti communiste sud-africain, qui était interdit depuis 1950. En avril, le secrétaire général du SACP, Joe Slovo, revenait de Zambie après 27 années d'exil. Ces derniers mois, le PC recrute à un rythme rapide après des années de clandestinité. Au niveau international, c'est là un fait significatif. Alors que, de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique aux organisations « eurocommunistes » d'Europe occidentale, les partis staliniens de masse se désagrègent, en Afrique du Sud les jeunes des townships et les ouvriers en grève brandissent fièrement le drapeau rouge, et s'affirment communistes. Aux Etats-Unis, le PC moribond essaie de donner une impression de vitalité en s'identifiant au SACP.

Pour son premier meeting de masse, le 29 juillet dernier dans un stade près de Johannesburg, le PC sud-africain réunissait 50 000 sympathisants, venus fêter son « retour au pays ». Ce meeting débuta par l'*Internationale* en zoulou, et le stade retentit des fiers accents de la danse toytoy. Nelson Mandela prit la parole pour déclarer que l'ANC considérait le SACP comme un « ami sur qui on peut compter ». Le moment fort du meeting fut la

## Ecrasez l'apartheid ! Les ouvriers au pouvoir !



Les ouvriers de l'automobile soutiennent l'occupation de l'usine Mercedes-Benz d'East London.



révélation des identités de 22 des membres de la « direction de l'intérieur » du SACP, parmi lesquels beaucoup de personnalités connues de la lutte anti-apartheid. Neuf d'entre eux sont membres du comité exécutif de l'ANC, ce qui est indicatif du degré d'interpénétration des directions de l'ANC et du SACP.

Le plus significatif était le nombre important de syndicalistes de premier plan parmi les dirigeants du Parti communiste. Beaucoup de gens furent surpris d'apprendre que la presque totalité de la direction de l'aile « ouvrieriste » des syndicats avait été recrutée au SACP, dont des personnalités comme Moses Mayekiso, le secrétaire général du Syndicat national de la métallurgie (National Union of Metal Workers, NUMSA), le deuxième syndicat sud-africain, et les hauts dirigeants de la fédération COSATU que sont Chris Dlamini, John Gomomo et Sidney Mafumadi. L'absorption de ce qui était vu comme l'aile socialiste indépendante du mouvement syndical noir dans le SACP, et sous sa discipline, est un fait aux conséquences considérables. Pendant des dizaines d'années, le SACP a été la cible favorite de la propagande de l'apartheid, et malgré son programme réformiste il a conquis une réputation de combativité en tant que seul parti suffisamment important qui combattait pour l'intégration raciale et était lui-même racialement intégré. Employant aujourd'hui ce capital de réputation, le PC est le véhicule par lequel les dirigeants sud-africains cherchent à dompter les combattifs syndicats noirs et à les amener à participer activement à la construction de l'Etat capitaliste de l'« après-apartheid ».

On a ici l'illustration frappante de ce que voulaient dire le dirigeant socialiste américain Daniel De Leon et V.I. Lénine quand ils parlaient des « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste ». Après quarante années d'exil et de clandestinité, la vieille garde du SACP veut, une fois dans sa vie, avoir une part dans l'exercice du pouvoir d'Etat. Dans un pays où la classe ouvrière est une des plus combattives et des plus conscientes du monde, où en 1984-86 les gigantesques townships noirs se sont soulevés pendant des mois et appliquent depuis lors la politique de l'ANC visant à les rendre « ingouvernables », cela signifie faire tenir tranquilles les syndicats noirs et la jeunesse noire toujours prête à l'explosion, pour défendre les intérêts de leurs maîtres bourgeois « éclairés » quoique fort peu démocratiques.

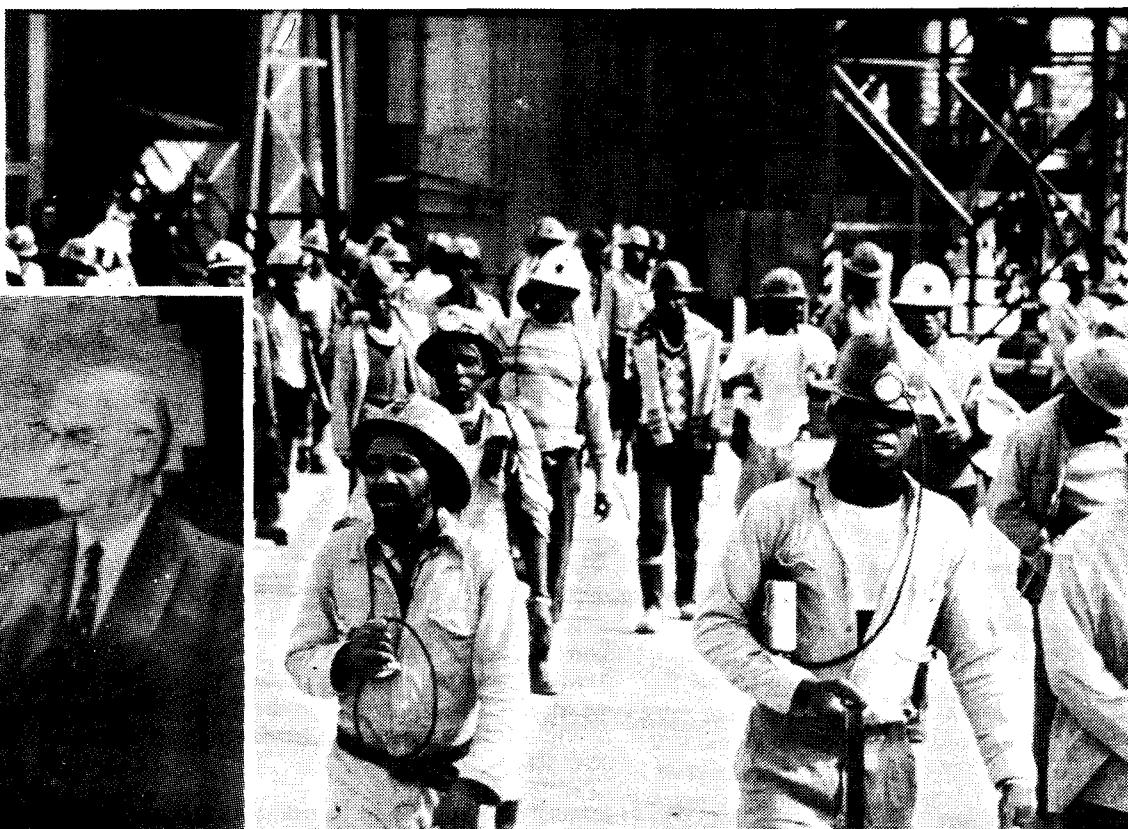
Au début de l'année dernière, Joe Slovo a fait parler de lui au niveau international avec sa brochure *Has Socialism Failed? [le Socialisme a-t-il échoué ?]* A l'attention des militants pro-Gorbatchev des PC occidentaux qui ne veulent pas juste jeter l'éponge, Slovo a quelques phrases en faveur de l'« internationalisme prolétarien » et de la « théorie marxiste », tout en expurgeant cette dernière de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de la révolution ouvrière ! En même temps, il assure à la Chambre de commerce de Johannesburg que, tout « communiste » qu'il est, il ne parle pas de l'« abandon prématuré de tout rôle aux forces du marché ». Aujourd'hui, il a mis les points sur les « i » et exposé clairement aux Randlords et à leurs suzerains impérialistes le véritable programme et les véritables appétits du SACP.

Au cours d'un voyage aux Etats-Unis à la mi-octobre, Slovo a participé à un colloque de *Monthly Review* sur « l'avenir du socialisme ». Si on laisse de côté quelques remarques pour se présenter comme un « utopiste invétéré » devant son auditoire de gauche, son message était que « nous-mêmes, en tant que Parti communiste, ne mettons pas immédiatement à l'ordre du jour le projet socialiste », et en outre que « dans une situation où le projet socialiste ne peut pas, de façon réaliste, être atteint immédiatement [...], insister là-dessus, en réalité, discrédite la perspective de construire un jour le socialisme ».

**Les mineurs d'or sont au cœur du puissant prolétariat noir sud-africain. Ci-dessous, Mandela cherche à assurer Gavin Relly, le magnat de l'Anglo-American, qu'il ne perdra pas ses mines.**



AP



Campbell/Sygma

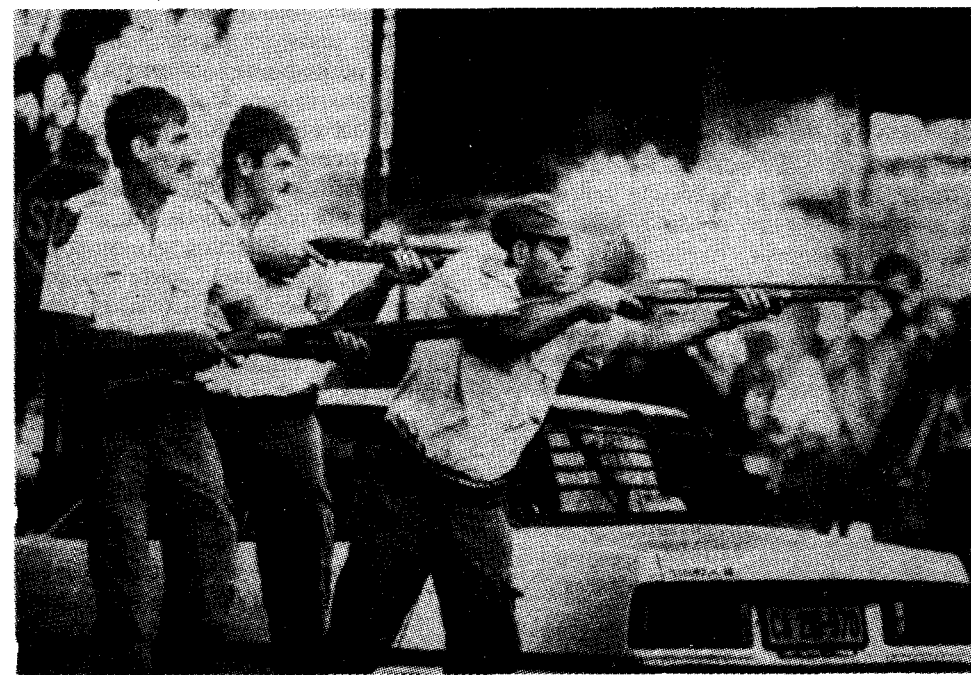
Dans une interview au journaliste Anthony Lewis publiée dans le *New York Times* du 15 octobre dernier, Slovo s'est mis en avant pour s'adresser à Wall Street et à la Maison Blanche : « Je crois que le droit de propriété devra être conservé », déclare Joe Slovo. « Il serait pour nous absurde de nous engager dans la société de l'après-apartheid en essayant d'éliminer le secteur privé, les investissements étrangers et ainsi de suite. Nous savons que ce ne sont pas des philanthropes et qu'ils ont besoin d'assurances ; ils ont besoin d'être convaincus qu'ils garderont ce qu'ils ont [...] » M. Slovo déclare qu'il croit au système du marché et aux stimulants économiques. Et il déclare en outre que si « certaines » terres devront être redistribuées à la majorité noire, « certaines grandes fermes perfor-

et les profits produits par le labeur des travailleurs noirs !

Ceci est expliqué avec un grand luxe de détails dans les pages d'*African Communist*, la revue théorique du SACP - qu'il serait plus judicieux d'appeler « Le capitaliste africain ». Dans le numéro du quatrième trimestre 1990, on peut lire dans un article de Phineas Malinga intitulé « Nationalisation ou libre entreprise ? » : « Un fait crucial concernant l'industrie des mines d'or sud-africaines, c'est qu'elle produit un bien qui doit être vendu sur le marché mondial à un prix que les mines peuvent peut-être influencer par leurs tactiques commerciales mais qu'elles ne contrôlent assurément pas. La bonne santé de cette industrie - non seulement de ses propriétaires mais aussi de ses ouvriers - et sa contribution à la balance

être gérées par des « fonctionnaires », c'est l'expropriation des richesses et du pouvoir des propriétaires capitalistes par un gouvernement ouvrier révolutionnaire. Pour les réformistes du SACP, une telle perspective est tout simplement inconcevable.

Ces « communistes » ne sont pas juste intéressés par une alliance avec le capital sud-africain, mais aussi avec les sociétés multinationales : « L'expansion nécessaire de l'économie sud-africaine nécessitera à n'en pas douter d'investir d'importants capitaux [...]. L'opposition dogmatique aux investissements étrangers semble par conséquent une ligne impossible à suivre [...]. Une Afrique du Sud démocratique aura des attraits considérables pour les multinationales, en tant que base à partir de laquelle pénétrer le marché africain, tout entier. »



Independent

**La police de Cape Town tire sur des manifestants anti-apartheid venus accueillir Mandela le jour de sa libération.**

mantes devront rester non morcelées » dans l'intérêt du « maintien de la production agricole ».

Il ne s'agit pas là de réflexions isolées. Ces derniers temps, l'ANC a mis beaucoup d'eau dans son vin sur la question des nationalisations, et le SACP a fait de même. Dans son programme publié en 1989, *The Path to Power*, le SACP déclare que l'« Etat démocratique national » doit assurer que les ouvriers et « le peuple en général jouent un rôle important dans la gestion des entreprises », mais que « l'Etat protégera les intérêts des sociétés privées là où ils ne sont pas incompatibles avec l'intérêt général ». Là où la « Charte de la liberté » de l'ANC réclamait la propriété des richesses minérales par « le peuple tout entier », le SACP déclare maintenant que l'« intérêt général » sera défendu en laissant l'Anglo-American et les autres géants capitalistes contrôler les richesses

des paiements nationale dépend de sa capacité à maintenir les coûts de production par once d'or au-dessous du prix du marché. L'ANC possède-t-elle des équipes alternatives de cadres de gestion expérimentés, qui pourraient garantir d'améliorer sous ce rapport les performances de l'encadrement actuel ? La réponse est non. Que gagnerait-on dès lors à changer la structure de l'industrie, en passant d'un quasi monopole à un monopole total et en nommant comme responsables des fonctionnaires ? La réponse est incertaine. Par conséquent, l'application aux mines d'or de la forme classique de nationalisation est un projet d'une utilité douteuse. »

La « forme classique de nationalisation » que rejette le SACP est de toute évidence le programme social-démocrate de nationalisation sous un régime capitaliste. Mais la vraie question posée n'est pas de savoir si les mines doivent ou non

Pendant des années, la tendance stalinienne a essuyé beaucoup d'attaques parce qu'elle critiquait le programme libéral/réformiste consistant à appeler les impérialistes à imposer des « sanctions » économiques au régime de l'apartheid, et à appeler les multinationales à « désinvestir » d'Afrique du Sud. Nous mettions en garde que Washington et Wall Street ne sont pas du côté des Noirs sud-africains. Et voici là le résultat logique de la stratégie de « sanctions/désinvestissement » - l'ANC et le SACP se voient déjà se joignant à l'Anglo-American pour gérer l'Afrique du Sud pour le compte de la Banque mondiale, du FMI et de la Citibank, en tant que « base » permettant au capital impérialiste de « pénétrer le marché africain » !

Cela n'est pas du communisme. Et si Gavin Relly, le PDG de l'Anglo-American, peut avoir recours à Slovo pour faire tenir tranquilles « ses » ouvriers, certains parmi la jeune génération de dirigeants de l'ANC éduqués dans la politique de « front large » de l'UDF et du MDM ne voient nullement la nécessité d'un parti communiste. Récemment, lors d'élections pour l'exécutif de l'ANC dans la région de Western Cape, le dirigeant de l'United Democratic Front Christian Pinto imposa l'éviction de deux membres dirigeants du Parti communiste en déclarant que la « double direction » était une erreur. « Nous croyons à l'alliance [ANC-Parti communiste]. Mais cela veut dire des partis séparés », expliqua-t-il (*Washington Post*, 2 octobre 1990). Pinto, qui est noir, eut aussi recours à une inquiétante démagogie raciale contre les militants du PC Reg September et Sheryl Carolus, tous deux métis. Et à la direction centrale de l'ANC, on affirme que le responsable des affaires internationales, Thabo Mbeki, s'inquiète de l'influence du SACP.

Tandis que dans l'ANC une nouvelle génération de « yuppies » noirs pourrait

Suite page 10

## Afrique du Sud...

Suite de la page 9

vouloir se débarrasser du Parti communiste pour se lancer dans le « partage du pouvoir » avec les patrons de l'apartheid, les jeunes « camarades » noirs des townships sont de plus en plus mal à l'aise avec la direction prise par l'ANC. Le *Wall Street Journal* du 24 septembre dernier notait comment les ouvriers noirs de l'automobile de Port Elizabeth, dont beaucoup ont perdu leur emploi du fait des sanctions anti-apartheid, se tournent aujourd'hui vers l'ANC pour qu'il améliore leur existence : « Tous les habitants de la région attendent d'un gouvernement de l'ANC qu'il améliore rapidement la situation », déclare Michael Xego, responsable de la communication de l'ANC dans la région de Port Elizabeth. « Mais personne ne peut espérer que les taudis, le chômage, vont disparaître du jour au lendemain, comme par enchantement. » Là où jadis l'ANC cherchait à exploiter la situation de misère des townships pour créer l'instabilité sociale – « ingouvernabilité » était le terme révolutionnaire – il cherche maintenant désespérément à préserver la stabilité. « Nous allons hériter de la plupart des problèmes ici », déclare Michael Ndube, de la section de jeunesse de l'ANC. « Une crise d'espérances pourrait bien éclater bientôt.

### La « gauche indépendante » à la remorque de l'ANC-SACP

Alors que la vapeur monte dans la cocotte-minute sud-africaine, la pression du front populaire pousse tout l'éventail des groupes de gauche et nationalistes combattifs dans le sillage de l'ANC-SACP. On aurait pu s'attendre à ce que les groupes nationalistes noirs et du mouvement de la « conscience noire » arrivent sur le devant de la scène aujourd'hui que de jeunes militants se mettent à perdre leurs illusions dans l'ANC. Initialement, le Pan Africanist Congress (PAC) avait effectivement refusé de se joindre aux négociations avec De Klerk, à la suite de quoi il avait apparemment recruté, après des années de stagnation. Mais Zeph



Mbulo Lindo

Deux dirigeants de l'ANC. A gauche, le commandant de Umkhonto we Sizwe, Chris Hanzi ; à droite, le responsable international Thabo Mbeki.

Mothopeng, le dirigeant du PAC, est décédé en octobre dernier, et le groupe serait divisé entre « durs » et « conciliateurs ». Aujourd'hui, le successeur de Mothopeng, Clarence Makwetu, a déclaré qu'il pouvait « travailler avec » Mandela pour « la démocratie en Afrique du Sud » – c'est-à-dire participer aux négociations.

L'AZAPO (Azanian People's Organisation) avait aussi initialement refusé de participer aux discussions entre le gouvernement et l'ANC. Mais ses mentors dans l'émigration du Black Consciousness Movement of Azania lui ont imposé d'abandonner cette opposition en arguant d'un danger de se retrouver « marginalisé ». Aujourd'hui, l'AZAPO avance donc des « conditions » pour des négociations, en demandant la convocation d'une assemblée constituante et la tenue de négociations « aussi loin à l'extérieur du pays que possible ». Washington ou New York feraient-ils l'affaire ? En fait, ces « radicaux » appellent les Nations unies à superviser le vote à cette assemblée, et à assurer la sécurité et l'ordre public en Afrique du Sud (*Weekly Mail*, 14 sep-



ANC

Les leaders de l'ANC-SACP parlent d'un Etat de « l'après-apartheid ». Mais même avant que l'apartheid soit mis en place en 1948, le capitalisme sud-africain était basé sur la suprématie blanche, la surexploitation du travail noir. Une manifestation dans les années 30 pour les droits égaux et la libération de camarades.

tembre 1990). Est-ce censé avoir lieu avant ou après que l'ONU eut servi de caution à l'invasion de l'Irak par l'impérialisme américain ? L'AZAPO veut se glisser dans le courant des manœuvres diplomatiques ; les communistes doivent nager contre le courant quand celui-ci conduit à un désastre.

En avril de l'année dernière, l'ancienne Cape Action League de Neville Alexander a fondé la Workers Organisation of South Africa (WOSA), présentée comme une « organisation politique indépendante de la classe ouvrière » qui « devra chercher à avoir une perspective socialiste claire ». En Afrique du Sud, Alexander est souvent considéré à tort comme un trotskyste. Sa politique consiste pourtant en un menchévisme plus ou moins classique, avec un zeste de nationalisme noir. Dans le passé, sa Cape Action League a été associée à l'AZAPO au sein du National Forum.

Dans une « Proposition de résolution sur les négociations » (publiée dans le *Bulletin in Defense of Marxism* de juillet-août 1990), la WOSA développe une perspective défaitiste, affirmant que « le

négociations, Alexander et Cie appellent à « une lutte non négociable » sur des revendications comme « un homme, une voix », « démantèlement des forces de répression et des groupes fascistes », « démantèlement des bantoustans », réforme agraire, nationalisation des banques et des mines, etc. Mais qui ou quoi accomplira donc tout cela, sinon la révolution ouvrière dont ces gens, comme Joe Slovo, prétendent qu'elle n'est pas à l'ordre du jour.

Dans une « auto-interview » publiée dans le premier numéro de sa revue théorique *Workers Voice* (août 1990), la direction de la WOSA parle de « renforcer la position stratégique de la classe ouvrière » par « la campagne de la Charte des travailleurs ». Il y a quelques années de cela, les militants des syndicats noirs avaient opposé une « Charte des travailleurs » à la « Charte de la liberté » de l'ANC. C'était là une tentative syndicaliste de défendre les intérêts de la classe ouvrière dans l'éventualité où les dirigeants petits-bourgeois de l'ANC et de l'UDF arriveraient aux affaires – comme au Zimbabwe, où Mugabe venait d'écraser une grève dure. Mais cette tendance « ouvriériste » a depuis lors été cooptée par le Parti communiste, qui a un ordre du jour très différent. Aujourd'hui, la campagne pour une Charte des travailleurs du COSATU vise à inclure un certain nombre de « droits » (droits syndicaux, salaire minimum) dans la constitution d'un Etat capitaliste de l'« après-apartheid ». C'est pourquoi le bulletin de la campagne du COSATU remet en cause même le fait d'y faire figurer le droit au travail, lequel est qualifié non pas de « droit immédiat » mais d'« objectif à long terme ». L'ANC, le SACP et le COSATU parlent de « charte des travailleurs » afin de masquer le fait qu'ils recherchent un meilleur contrat sous le règne de l'esclavage salarié plutôt qu'une lutte pour le pouvoir des travailleurs.

Un autre des groupes de pression sur l'ANC et le SACP est la Marxist Workers' Tendency (MWT) de l'ANC, qui se réclame de la tendance Militant de Ted Grant en Grande-Bretagne. Là où le groupe Militant agit comme tendance organique du Parti travailliste britannique au lieu de chercher à construire un parti révolutionnaire d'avant-garde, la MWT agit comme composante de l'African National Congress petit-bourgeois, même après avoir été exclue de l'ANC. Dans son journal *Congress Militant* (octobre 1990), la MWT fait beaucoup de remarques correctes sur les appétits et le programme de l'ANC. Mais elle considère le « rejet de la stratégie de révolution ouvrière » par l'ANC comme une « erreur » (qui peut être corrigée), et elle écrit : « Nous croyons que la première tâche de tous les militants dans le Congrès [l'ANC] est aujourd'hui d'armer l'ANC avec une politique marxiste, et de le transformer en un parti ouvrier de masse pour

garantir la victoire. »

Dans les années 1930, Trotsky écrivait à ses partisans en Afrique du Sud qu'il fallait qu'ils « démasquent aux yeux des masses indigènes l'incapacité du congrès [l'ANC] à obtenir la réalisation même de ses propres revendications, du fait de sa politique superficielle, conciliatrice » (« Le problème national et les tâches du parti prolétarien », *Oeuvres*, tome 5). Alors que Trotsky dénonçait l'incapacité de l'ANC à réaliser même un programme démocratique bourgeois, les partisans de Ted Grant appellent ces nationalistes petits-bourgeois à diriger une révolution socialiste prolétarienne ! Ce faisant, ils renforcent l'autorité de l'ANC parmi les masses laborieuses noires – une autorité qui est utilisée aujourd'hui pour étouffer les luttes de la classe ouvrière.

Le journal *Searchlight South Africa*, publié à Londres par le groupe de Baruch Hirson, critique fréquemment et durement l'ANC et le SACP. Hirson connaît certainement bien le SACP et ses appétits programmatiques : il combat les stalinien depuis les années 1930, ce qui lui a permis de percer à jour le nouvel avatar social-démocrate de Joe Slovo. Mais l'alternative que propose *Searchlight South Africa* est simplement de « démocratiser » les négociations sur le « partage du pouvoir » : « Les délégués à de telles discussions doivent être choisis parmi tous les partis, toutes les organisations et tous les syndicats. L'ANC n'a aucunement mandat pour parler pour ceux qui sont privés du droit de cité, et personne ne les a désignés pour agir au nom de tous [...]. Dès la conclusion de ces discussions, leurs résultats doivent être soumis à la population pour approbation. »

Il est intéressant de voir qu'après avoir appelé à une transition négociée vers une démocratie supposée sans caractère de classe, *Searchlight South Africa* cite de longs passages de l'adresse de Marx à la Ligue des communistes de 1850. A cette époque, Marx pensait qu'une nouvelle explosion révolutionnaire contre l'absolutisme prussien et les petits princes allemands était imminente. Mais il est significatif qu'il ne cite pas un passage clé où Marx appelle à des organes de double pouvoir prolétariens armés, indépendants des démocrates petits-bourgeois et opposés à eux : « [...] pour pouvoir affronter de façon énergique et menaçante ce parti [les démocrates bourgeois] dont la trahison envers les ouvriers commencera dès la première heure de la victoire, il faut que les ouvriers soient armés et bien organisés. Il importe de faire immédiatement le nécessaire pour que tout le prolétariat soit pourvu de fusils, de carabines, de canons et de munitions [...] les ouvriers doivent essayer de s'organiser eux-mêmes en garde prolétarienne, avec des chefs de leur choix, leur propre état-major et sous les ordres non pas des autorités publiques, mais des conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers » (« Adresse du comité central à la Ligue des communistes », mars 1850).

Il est certain que l'armement du prolétariat noir aujourd'hui en Afrique du Sud sera beaucoup plus difficile à réaliser que l'armement du prolétariat allemand pendant la période de la Révolution de 1848. Cependant, la tâche clé reste la même : faire que les masses plébéiennes rompent avec la démocratie petite-bourgeoise, et former des organisations de double pouvoir prolétariennes, sous une direction communiste.

### Pour le trotskysme sud-africain !

Alors que se décide le sort du pays et de la lutte pour la libération des Noirs, l'Afrique du Sud connaît – et ce n'est pas un hasard – un « boom Trotsky ». Il y a deux ans, l'*African Communist* du SACP (quatrième trimestre 1988) publiait un article signé « Dialogo », intitulé « Qu'est-ce que le trotskysme ? » En accord avec les vents dominants de la glasnost, cet article présentait une position similaire à



celle développée dans le discours de Gorbatchev pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution russe : tout en concédant que Trotsky « avait joué un rôle important dans la révolution d'Octobre (comme Staline lui-même le reconnaissait) », il qualifiait le trotskysme de « forme de gauchisme qui promeut des principes pseudo-révolutionnaires aux dépens de la politique pratique ». Ce que le SACP colporte, c'est le schéma stalinien de « révolution par étapes ».

A la manière stalinienne la plus classique, « Dialego » essayait d'utiliser le gourdin du « trotskysme » pour donner la bastonnade aux militants combattifs des syndicats noirs : « Comme Trotsky avant eux, les "ouvriéristes" d'Afrique du Sud ont une conception fautive du rapport entre socialisme et démocratie. » A l'opposé des « révolutionnaires de contes de fées » qui veulent « sauter à la perche dans le socialisme » (la formule est de Joe Slovo), les revendications doivent être limitées à la « lutte démocratique », et le combat pour la révolution socialiste renvoyé aux calendes grecques. En pratique, cela signifie qu'en échange de quelques réformes cosmétiques, les grèves sont maintenant brisées non seulement par le *sjambok* (fouet) du policier, mais aussi, comme à l'usine Mercedes-Benz, par l'« alliance révolutionnaire » de l'ANC, du SACP et du COSATU, tenant en main un panneau « Stop » où est inscrit : « Défense de dépasser l'étape démocratique. »

Dans son numéro du troisième trimestre 1989, l'*African Communist* était obligé de reconnaître qu'il avait reçu une avalanche de lettres en réponse à son article. Cependant, sa rédaction avait « décidé de ne pas publier ces contributions », au motif qu'« entreprendre une réévaluation générale de Trotsky et du trotskysme n'est pas la tâche de notre journal ». Ce morceau de bravoure de censure glasnost ne fit que provoquer une nouvelle flambée de controverses, et le débat s'étendit bientôt à pratiquement toutes les publications anti-apartheid. Dans un article très largement reproduit, Pallo Jordan, un des dirigeants de l'ANC, critiqua la brochure de Slovo *Has Socialism Failed?* comme n'allant pas jusqu'aux racines du stalinisme, et il note qu'« en employant la méthode du matérialisme historique », Trotsky « a fourni une des critiques les plus originales du système soviétique ». La revue *Weekly Mail* a publié un flot d'articles et de lettres, dont une réponse chagrine de Brian Bunting sous le titre « Le SACP n'a pas ignoré la discussion sur le trotskysme et le stalinisme ».

Malgré toute l'encre qui a été consacrée au trotskysme en Afrique du Sud, fort peu de choses ont été publiées qui donnent une image fidèle de ce pour quoi a combattu Trotsky, et il n'y a aucun groupe qu'on puisse vraiment qualifier de trotskyste sans s'étouffer. Ainsi, Trotsky déclarait (dans ses écrits sur l'Espagne dans les années 1930) qu'« à notre époque, le Front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne » et qu'« il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchévisme et menchévisme » (« Le RSAP et la IV<sup>e</sup> Internationale », *Oeuvres*, tome 10). Résumant l'expérience de la guerre civile espagnole, Trotsky écrit : « Il n'existe pas de crime plus grand qu'une coalition avec la bourgeoisie dans une période de révolution socialiste » (« Il faut rompre avec la bourgeoisie », cité dans *la Révolution espagnole 1930-1940*).

Que signifie concrètement le front populaire aujourd'hui en Afrique du Sud ? Le « Dialego » du SACP prétend que Trotsky a une conception fautive du rapport entre socialisme et démocratie. Voyons un peu. En Afrique du Sud, la question de la terre est d'une importance majeure : le Land Act [loi sur la terre] de 1936 limite les terres occupées par les Noirs à 13,6 % de la totalité du territoire (ce qui correspond aux bantoustans actuels). De plus, à la fin des années 1950, la révolte des paysans du Pondoland,

dans le Transkei, était dirigée contre les chefs tribaux xhosas (comme l'a montré l'historien du PC Govan Mbeki dans *South Africa: The Peasants' Revolt* [1964]). Aujourd'hui, pourtant, l'ANC (non seulement le « modéré » Mbeki Jr. mais aussi le « militant » Chris Hani) courtise les chefs tribaux des bantoustans.

La seule abolition de la loi discriminatoire sur les quotas de terres, comme certains militants de l'ANC le proposent, ne serait d'aucun secours pour la paysannerie paupérisée qui s'épuise à survivre dans la misère sans fond des bantoustans. Elle serait encore moins une solution pour les millions d'habitants des townships qui vivent une existence précaire de squatters, sous la menace permanente d'être chassés de leur taudis par les flics et les bulldozers. Car les Noirs pauvres n'ont pas de capital, et « libérer » les forces du marché signifiera simplement que la terre sera achetée par les spéculateurs fonciers et les gros fermiers. La revendication évidente, qui était celle des bolchéviks, est la nationalisation de la terre. Comme l'ont expliqué Marx et Lénine, il s'agit là d'une revendication



Des syndicalistes sud-africains sous le drapeau du communisme. Les masses opprimées noires veulent la révolution, pas le « partage du pouvoir » avec les capitalistes de l'apartheid.

non pas socialiste mais démocratique, dirigée contre la propriété foncière monopoliste ; mais c'est une revendication à laquelle la bourgeoisie s'opposera avec la dernière énergie.

On peut aussi prendre la question de la démocratie politique, qui est au cœur de la « Charte de la liberté ». Aujourd'hui, l'ANC se prépare à accepter une forme de subterfuge constitutionnel (une seconde chambre du parlement avec droit de veto, et dans laquelle les Blancs disposeront d'un nombre disproportionné de sièges, ou une « déclaration des droits » protégeant les « minorités ») qui laissera intacts des éléments essentiels des privilèges des Blancs. Contre les négociations, différents groupes de gauche (AZAPO, WOSA, *Searchlight South Africa*) avancent comme revendication maîtresse l'appel à une assemblée constituante. Ce n'est rien d'autre que l'application d'« un homme, une voix », autrement dit appeler l'ANC à appliquer son vieux programme.

Mais il n'y aura pas d'Etat capitaliste « démocratique » de l'« après-apartheid ». Comment peut-on avoir un « gouvernement de la majorité » et espérer que la majorité opprimée tolérera une situation où le revenu moyen par tête des Blancs (13 242 rands) est égal à dix fois celui des Noirs (1 393 rands) ; où plus de sept millions de non-Blancs vivent dans des bidonvilles, tandis que dans les banlieues blanches il est courant d'avoir une piscine dans son jardin ; où la mortalité infantile chez les Blancs (9 pour mille naissances) est plus de dix fois plus faible que chez les Noirs (entre 94 et 124 pour mille) ? Le capitalisme sud-africain a besoin de la force de travail bon marché des Noirs –

et par conséquent de les maintenir massivement dans la pauvreté et de les priver du droit de cité.

Les surprofits des Randlords sont basés sur la surexploitation – payer les ouvriers noirs moins que ce qu'il en coûte pour qu'eux et leur famille aient même le niveau de subsistance minimum –, laquelle est incompatible avec les droits démocratiques. Prenons la situation dans les mines. On a là l'Anglo-American, le phare du capitalisme « éclairé », qui a pris le premier l'initiative de négociations avec l'ANC. Ce trust dirige ses mines par la terreur à l'état brut : camps de concentration où les baraquements des ouvriers noirs sont entourés de barbelés, avec des patrouilles de gardes armés jusqu'aux dents accompagnés de chiens féroces. Pourquoi ? Parce qu'il en va de ses profits.

Si l'Anglo-American était disposé à supprimer l'interdiction pour les non-Blancs d'occuper les emplois de mineur qualifié, c'était afin d'abaisser le salaire de 450 francs par jour qu'elle payait à un dynamiteur blanc et le rapprocher des 75

d'en finir avec le système du profit tout entier. Aucun régime bourgeois ne va faire ça, il faudra un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, amené au pouvoir par la lutte révolutionnaire de millions de travailleurs sous la direction d'un parti trotskyste du prolétariat.

La question clé, c'est le pouvoir ouvrier, car à l'époque impérialiste, comme l'explique la théorie de la révolution permanente de Trotsky, la bourgeoisie est incapable de réaliser des tâches démocratiques. En 1915, Trotsky écrivit un article sur « La lutte pour le pouvoir », qu'il reproduisit en appendice de l'édition de 1919 de son essai « Bilan et perspectives » (écrit à l'époque de la Révolution russe de 1905), pour expliquer le concept de révolution permanente qui avait trouvé son expression dans la révolution d'Octobre bolchévique. Dans cet article, Trotsky appelle à « un gouvernement ouvrier révolutionnaire, [...] la conquête du pouvoir par le prolétariat russe » : « L'assemblée nationale constituante, la république, la journée de huit heures, la confiscation de la terre des grands propriétaires, ces revendications, ainsi que celles de la cessation immédiate de la guerre, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et des Etats unis d'Europe joueront un rôle énorme dans l'agitation des sociaux-démocrates. Mais la révolution, c'est avant tout la question du pouvoir – non de la forme de l'Etat (assemblée constituante, république, Etats unis), mais du contenu social du gouvernement. Les mots d'ordre d'assemblée constituante et de confiscation de la terre perdent, dans les conditions présentes, toute signification révolutionnaire directe, si le prolétariat n'est pas prêt à combattre pour la conquête du pouvoir [...] ».

Beaucoup d'observateurs ont remarqué dans le développement inégal et combiné de l'Afrique du Sud d'aujourd'hui des ressemblances frappantes avec la Russie des premières années de ce siècle : un régime autocratique qui gouverne par le *sjambok* ou le knout, qui règne sur de vastes régions arriérées tandis que l'économie urbaine est construite sur la technologie la plus moderne. Son talon d'Achille, c'est un prolétariat jeune et remuant, regroupé dans des usines et des mines gigantesques, et qui devient de plus en plus conscient de sa puissance sociale. En dix ans, les syndicats noirs ont connu un développement explosif. Ils comptent dans leurs rangs des millions d'ouvriers qui inscrivent le socialisme sur leur drapeau, et qui considèrent leur combat comme le fer de lance de l'émancipation sociale et de la liberté. Le régime de Pretoria ne peut plus les tenir sous le joug ; il a besoin pour cela des services de l'ANC et du SACP, afin qu'ils tiennent le rôle des menchéviks et de Kerensky en 1917. Ce qui est cruciallement nécessaire, c'est de forger le parti bolchévique sud-africain.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 516

**ABONNEZ-VOUS !**

**LE BOLCHEVIK**

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 40 F (avion 60 F) – Etranger : mandat poste international

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

**POUR CONTACTER LA LTF**

**Paris**  
Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél : 42 08 01 49

**Rouen**  
Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tél : 35 73 74 47

**Lyon**  
Spartacist  
BP 7104  
69353 Lyon Cedex 07  
Tél : 72 74 96 94

## Carnage ...

Suite de la page 1

« frappes chirurgicales » commençaient à tomber sur Israël et l'Arabie saoudite. Peu après, une partie de l'aviation irakienne, dont l'« anéantissement complet » venait d'être proclamé, s'envolait de ses pistes « détruites à 100 % » pour atterrir sur des aérodromes iraniens. Et hier matin, l'armée irakienne retranchée au Koweït lançait à l'attaque plusieurs colonnes blindées qui franchissaient par surprise les lignes coalisées, y pénétraient de 20 kilomètres et s'emparaient de la ville saoudienne de Khafji, livrant de violents combats contre l'armée saoudienne et la 2<sup>e</sup> Division de Marines américains.

### Grand mensonge et guerre raciste

A mesure que chez les responsables et les « experts » militaires le triomphalisme euphorique des premiers jours faisait place à la certitude d'une bataille terrestre terriblement meurtrière pour les deux camps, dans les médias le mensonge de la « guerre propre » était remplacé par un mépris raciste non déguisé pour la vie des « sous-hommes » d'Irak. Les bombes pleuvent sur Bagdad et Bassorah, mais les journalistes aux ordres hurlent à la « barbarie » devant les « insoutenables » images en gros plan des cormorans englués dans la marée noire du Golfe. Télévisions, radios et presse bourgeoises « responsables » rabâchent jusqu'à donner la nausée les clichés racistes les plus écoulés sur la « crédulité », le « fanatisme » et le « goût morbide du martyr » des « masses arabes », si différentes des opinions publiques « civilisées ». *Le Figaro* d'aujourd'hui explique ainsi que « l'Occident, lui, a une toute autre notion de la vie humaine », une toute autre « échelle de valeurs » que celle de Saddam Hussein. (Il faut rendre cette justice au *Figaro* que depuis l'époque où il applaudissait l'opération Barbarossa de Hitler contre l'URSS - pendant que son actuel propriétaire, M. Robert Hersant, défendait l'« Ordre nouveau » fasciste en cassant les vitrines des magasins juifs -, ce journal a effectivement toujours défendu les « valeurs » cotées en Bourse d'une bourgeoisie qui a livré les Juifs de ce pays aux chambres à gaz nazies avant de mener les sauvages guerres d'Indochine et d'Algérie pour défendre « ses » colonies.)

Le dirigeant trotskyste juif Abraham Léon, assassiné par les nazis en 1944 à Auschwitz, écrivait du racisme qu'il est « d'abord le déguisement idéologique de l'impérialisme moderne » (*la Conception matérialiste de la question juive*). Il n'y a hélas nul besoin d'être un profond marxiste pour comprendre que la guerre de brigandage impérialiste menée par Mitterrand contre l'Irak allait inévitablement trouver dans le racisme anti-arabe qui gangrène ce pays son aliment idéologique de prédilection. La main sur le cœur, Mitterrand et la social-démocratie au pouvoir ont beau continuer (pour l'instant) à jurer hypocritement que leur sale guerre néo-coloniale n'est pas une guerre anti-arabe, dans les faits ils ont déjà



Bagdad dans les décombres après la pluie de bombes lancées par les rapaces impérialistes.

décrété un véritable état de siège contre la population « immigrée », considérée comme une « cinquième colonne » irakienne. Et le Front national de Le Pen a saisi l'occasion pour appeler ouvertement à la « guerre » contre les travailleurs « immigrés » et leurs enfants.

En France comme dans les autres métropoles impérialistes, nous appelons la classe ouvrière à mobiliser sa puissance sociale dans une lutte de classe contre ses propres exploités et oppresseurs qui n'ont pas hésité à plonger l'humanité dans l'horreur d'une nouvelle guerre impérialiste. En agissant sans attendre, la classe ouvrière trouvera en ce moment en face d'elle une bourgeoisie dont la capacité de résistance est affaiblie par l'état de déliquescence avancée du régime Mitterrand et par de graves divisions politiques, qui ont éclaté au grand jour avec la démission fracassante du ministre de la guerre, Chevènement. Une fraction influente de la bourgeoisie estime que Mitterrand s'est associé trop étroitement à la guerre voulue et menée par Washington, et préférerait une politique de brigandage impérialiste plus autonome, privilégiant les combinaisons diplomatiques et les liens néo-coloniaux « historiques » de la France dans la région.

En pareille situation, un véritable parti communiste d'avant-garde doit appeler la classe ouvrière à profiter des divisions dans le camp de la bourgeoisie pour redoubler ses coups ; pour ce faire, il est d'une importance primordiale d'armer la classe ouvrière de la ferme conviction que les partisans de la « voie diplomatique » poursuivent les mêmes buts de rapine et d'oppression impérialistes que les partisans de la guerre à outrance, et que leur soi-disant « pacifisme » n'est que le désir d'éviter une défaite pour leur classe. Au contraire, les dirigeants réformistes du PCF travaillent de toutes leurs forces à faire alliance avec toute cette canaille impérialiste sur la base d'une défense des intérêts bien compris de la bourgeoisie que Roland Leroy a exposée avec une cynique franchise dans *l'Humanité* du 26 janvier, en appelant de ses vœux « le

rassemblement et l'action pour des buts conformes à l'intérêt de la France : l'arrêt de la guerre, la recherche obstinée d'une solution politique grâce au retrait de Saddam Hussein du Koweït et à la tenue d'une conférence internationale de paix ». Marchais et Cie, comme d'habitude, n'ont rien inventé : pendant la Première Guerre mondiale, Lénine fustigeait déjà ce genre de dirigeants sociaux-chauvins (« socialistes en parole, chauvins en faits ») dont ils sont aujourd'hui les dignes héritiers. Le



Schwarzkopf, commandant en chef des forces américaines, et le roi Fahd inspectent les troupes dans le Golfe.

PCF n'est pas un endroit pour un communiste !

Depuis des années, tous les « mouvements de la paix » de cette planète ont empoisonné la conscience de la jeunesse et du prolétariat avec le mythe libéral-réformiste selon lequel ils pourraient en finir avec l'oppression et les guerres impérialistes simplement en persuadant « leurs gouvernements » de changer de politique. La guerre du Golfe vient rappeler brutalement qu'il faudra une révolution prolétarienne pour en finir avec ce système de guerre et de destruction avant qu'il mène l'humanité, d'un carnage impérialiste à l'autre, jusqu'à l'anéantissement de toute civilisation dans une apocalypse nucléaire.

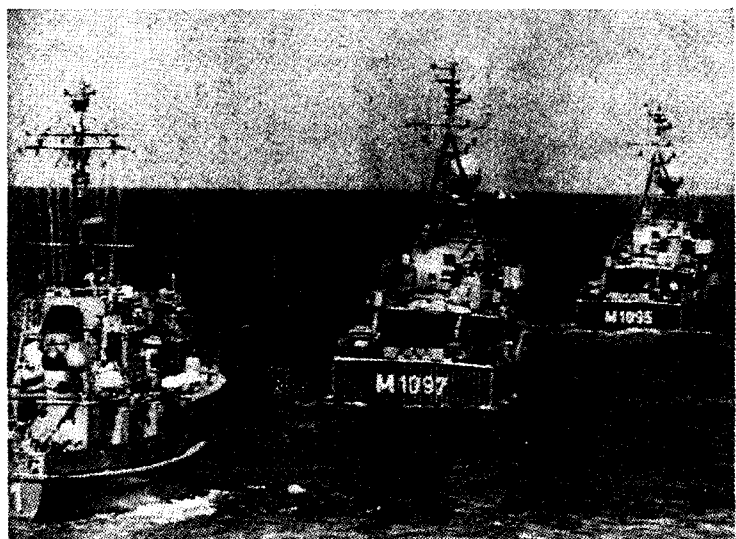
Expliquer la guerre du Golfe par la personnalité de George Bush ou le bellicisme de la Maison Blanche revient à considérer l'assassinat d'un archiduc comme la cause de la Première Guerre mondiale, ou l'attaque de Pearl Harbor comme la raison de l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1941. En dernière analyse, les profondes contradictions économiques produites par le fonctionnement même du système impérialiste ne peuvent être résolues que par la force des armes.

### Le déclin de l'empire américain

La santé du capitalisme américain est aujourd'hui loin d'être brillante, avec des régions industrielles transformées depuis

des années en une gigantesque « ceinture de rouille », une récession déjà commencée, la dette étrangère par habitant la plus élevée et un système financier pratiquement hypothéqué à Tokyo. Avec l'émergence de l'Allemagne et du Japon comme puissances économiques plus dynamiques, les Etats-Unis ne sont plus les maîtres incontestés du monde capitaliste ; ils cherchent aujourd'hui à restaurer leur suprématie impérialiste en jetant dans la balance leur puissance militaire.

Faisant écho à l'« Ordre nouveau » proclamé par Hitler, Bush veut créer un « nouvel ordre mondial » basé sur la domination de l'impérialisme US. Dans son triomphaliste discours sur l'« état de l'Union », Bush a appelé « tous les Américains à se préparer pour le prochain siècle américain » ! Le dernier « siècle américain », l'hégémonie de l'impérialisme US au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, a fini dans les rizières du Vietnam. Et la tentative de restaurer cette hégémonie pourrait conduire à une troisième guerre mondiale. Au milieu des années 1930, alors que la guerre impérialiste se profilait à l'horizon, Léon Trotsky écrivait : « Le capitalisme des Etats-Unis se heurte aux mêmes problèmes qui ont poussé l'Allemagne en 1914 sur le chemin de la guerre. Le monde est partagé ? Il faut refaire le partage. Pour l'Allemagne, il s'agit d'organiser l'Europe. Les Etats-Unis doivent « organiser » le monde. L'histoire est en train de confronter l'humanité à l'éruption volcanique de l'impérialisme américain » (« La guerre et la IV<sup>e</sup> Inter-



L'impérialisme allemand a envoyé quelques avions et des bateaux en Turquie, comme gages de sa participation à la curée impérialiste sur l'Irak, même si son objectif principal reste l'expansion à l'Est.

nationale », juin 1934, *Oeuvres*, tome 4).

Dans la guerre du Golfe, la cible indirecte de l'impérialisme américain en déclin, ce sont ses rivaux, l'Allemagne capitaliste réunifiée et le Japon. Les Allemands ont fait de l'Europe une « zone deutschemark ». Les Japonais, avec la puissance du yen, ont reconstitué la « grande sphère de co-prospérité extrême-orientale » qu'ils avaient perdue avec la Deuxième Guerre mondiale. Mais il y a une chose que les rivaux impérialistes de l'Amérique n'ont pas : un arsenal gigantesque et technologiquement sophistiqué. La classe dirigeante américaine entend « corriger le déséquilibre » du marché capitaliste mondial en prenant le contrôle des ressources pétrolières mondiales et en les utilisant comme moyen de chantage pour soumettre ses rivaux impérialistes.

Par-dessus le marché, les Etats-Unis ont le culot de demander à l'Allemagne et au Japon de payer pour le brigandage pétrolier dirigé contre eux. Le Japon a accepté de lâcher neuf milliards de dollars supplémentaires, mais les Allemands sont beaucoup moins coopératifs. (Kohl a besoin en ce moment même de beaucoup de deutschemarks pour financer la prise de contrôle de l'Allemagne de l'Est ainsi que les opérations de Bonn en Europe de l'Est et en Union soviétique.) Le coût total estimé d'une guerre de plusieurs mois, environ 80 milliards de dollars, ne dépasse cependant pas les sommes qui seront dépensées cette année



seulement pour combler le *billion de dollars* de trou des caisses d'épargne-logement américaines (Securities and Loans).

Washington et Paris cherchent à présenter leur sale guerre de brigandage pétrolier comme un remake de la Deuxième Guerre mondiale, qui dans la conscience populaire était vue comme une guerre contre le nazisme. La presse capitaliste oppose les « Alliés » rassemblés sous la houlette américaine aux « forces de Saddam Hussein », le « nouvel Hitler ». Les impérialistes veulent conju-

guerre!» En France, un reportage de TF1 échappé de justesse aux ciseaux de la censure militaire montrait récemment, dans les sables d'Arabie, des « soldats de métier » dans un état avancé de démoralisation qui se plaignent de la nourriture, du manque d'informations où les tiennent les gradés et déclarent qu'« on n'a rien à faire ici » (*le Monde*, 30 janvier). En face, les Irakiens, y compris ceux qui ne portent pas dans leur cœur le despote qu'est Saddam Hussein, savent qu'ils défendent leur pays contre les envahisseurs impérialistes qui les bombardent.



Gamma

L'opération «Vigie-pirate», déployée essentiellement pour terroriser la population immigrée, a permis d'augmenter de 500 % le nombre d'interpellations d'«immigrés clandestins», reconduits immédiatement à la frontière.

rer le spectre de leurs humiliantes défaits d'Indochine. Tandis que Rocard en personne « conseille » aux chaînes de télévision françaises de renoncer dès maintenant à diffuser les images de futurs prisonniers de guerre français en Irak, le Pentagone interdit les caméras de télévision sur la base aérienne de Dover, où arriveront les morts américains de la guerre du Golfe. Tout ceci ne réussira pas à effacer des cauchemars des parents, des compagnons et des enfants des soldats partis pour le Golfe l'image obsédante des cercueils et des « body-bags » qui « reviennent au pays ».

Les impérialistes possèdent certainement la puissance de feu nécessaire pour, au bout du compte, l'« emporter » sur le petit pays néo-colonial qu'est l'Irak. Mais à quel prix? Le théoricien militaire prussien Carl von Clausewitz, au lendemain des guerres napoléoniennes, écrivait des affrontements armés qu'ils sont « une compétition sanglante et destructive de forces, aussi bien physiques que morales » (*De la Guerre*). Aux Etats-Unis, ni la population dans son ensemble ni les troupes envoyées dans le Golfe ne se reconnaissent dans les enjeux de cette guerre. Ainsi, quand Bush est venu célébrer le « Thanksgiving » dans le désert saoudien, les soldats américains criaient aux journalistes « Ce n'est pas notre

Comme l'ont prouvé la guerre du Vietnam et les études faites sur les effets des bombardements stratégiques de la Deuxième Guerre mondiale, bombarder des centres urbains ne suffit pas à gagner une guerre, ni même à briser la détermination de la population. Au contraire, écrit Patrick Cockburn dans *l'Independent* de Londres du 22 janvier, « il ne fait guère de doute que les bombardements et les attaques de missiles de ces derniers cinq jours ont politisé la population irakienne comme cinq mois de propagande de la part de son gouvernement n'avaient pas réussi à le faire. Samedi, il y avait un sentiment de colère et de détermination qui était complètement absent le 15 janvier. »

Le politologue jordanien Kamel Abou Jaber estime que « Saddam a déjà gagné la guerre politique ». C'est probablement exagéré. Mais dans une guerre où l'importance des facteurs politiques est rapidement en train de surpasser celle des considérations de technique militaire, l'Irak possède à n'en pas douter une longueur d'avance sur les impérialistes. Depuis le début des bombardements, un soutien populaire massif à l'Irak s'est exprimé partout au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud - y compris de la part de fondamentalistes musulmans historiquement dépendants de la monarchie saoudienne.

L'attaque des missiles Scud irakiens contre Israël a fait de Saddam Hussein le dirigeant arabe le plus populaire au moins depuis le président égyptien Gamal Abdel Nasser, en même temps qu'elle détruisait le mythe de l'invulnérabilité qui était un des piliers idéologiques de l'Etat-garnison sioniste. Les habitants de Tel-Aviv se sont précipités en masse dans les hôtels de Jérusalem laissés vides par l'interruption des séjours touristiques, provoquant d'énormes embouteillages - et se faisant traiter de « déserteurs » par le maire de leur ville. L'édition internationale du *Jerusalem Post* du 26 janvier rapporte par ailleurs que plusieurs dizaines de familles d'Arabes israéliens ont ouvert leur maison à des Juifs venant des régions touchées par les missiles.

L'opinion arabe est particulièrement scandalisée par l'indignation exprimée par les capitales et la presse occidentales après les attaques des Scud, qui n'ont causé que des pertes très limitées alors même que des milliers de bombes tombent chaque jour sur Bagdad et sur Bassorah. Après la chute du premier Scud sur Tel-Aviv, un Palestinien s'exclama: « Deux attaques de missiles sur Israël qui ne tuent personne, et le monde entier pleure et se lamente. » En trois ans d'Intifada, plus de 700 Palestiniens, dont la plupart étaient de jeunes enfants, ont été abattus par les troupes israéliennes. Depuis le début de la guerre du Golfe, toute la population de la Cisjordanie occupée est assignée à résidence, les soldats ayant ordre de tirer à vue sur toute personne qui sort de chez elle. Dans la ville de Nablus, en Cisjordanie, une femme de 24 ans qui était sortie sur son balcon a été tuée par balle alors qu'elle donnait le sein à son enfant.

Les impérialistes affirment avec une fausse ingénuité qu'Israël ne fait pas partie de la « coalition » anti-irakienne. Mais Washington, craignant que des représailles israéliennes contre l'Irak créent des problèmes à ses « alliés » arabes mercenaires, a acheminé de toute urgence en Israël des rampes et des équipes de tir de missiles Patriot. Pour l'instant, les Israéliens se sont retenus de riposter, et comptent bien recevoir en échange treize milliards de dollars supplémentaires d'aide américaine. Mais les dirigeants israéliens vont frapper l'Irak, et le ministre de la Santé Ehud Olmert a promis que l'Irak subirait « des blessures douloureuses qui demeureront pour longtemps » (*New York Times*, 24 janvier).

Quel genre de « blessures douloureuses » les cinglés sionistes préparent-ils? Le technicien nucléaire israélien Mordechai Vanunu a courageusement révélé au monde que l'Etat sioniste disposait de plus de 200 têtes nucléaires. Pour avoir dit la vérité, il a été condamné à 18 ans de prison. Il y croupit encore. Les dirigeants israéliens se sont déjà engagés à éliminer l'armée de l'air jordanienne si celle-ci tentait d'empêcher les chasseurs-bombardiers israéliens de survoler l'espace aérien jordanien pour attaquer l'Irak. Ils sont déterminés à chasser les

Palestiniens de Cisjordanie vers la Jordanie. Le mouvement ouvrier international doit prendre la défense des Palestiniens et exiger le retrait d'Israël des territoires occupés!

Un des plus vieux carrefours de civilisations du monde, le Moyen-Orient a toujours été une mosaïque conflictuelle de groupes nationaux, ethniques et religieux qui cherchaient chacun à se tailler une place aux dépens des autres. Sous la domination de l'impérialisme, avec des frontières artificiellement imposées, le régime capitaliste au Moyen-Orient a pris une forme particulièrement sanglante et abominable. Les Juifs israéliens assassinent les Arabes palestiniens, les musulmans égyptiens répriment les coptes, les sunnites affrontent les chiïtes et les chrétiens maronites au Liban, les alaouites dominent le reste de la population en Syrie, et tout le monde opprime les Kurdes.

Pour échapper aux luttes nationales et intercommunautaires fratricides qui déchirent cette région, la seule solution passe par la destruction révolutionnaire du capitalisme, et la création d'une fédération socialiste du Moyen-Orient. Les cadres internationalistes bien trempés de partis bolchéviques capables de conduire les travailleurs jusqu'au pouvoir sortiront en particulier des rangs des nombreuses minorités opprimées. En Irak, c'est précisément la minorité kurde, avec des chrétiens et des Juifs, qui avait fourni la plus grande partie des militants du Parti communiste décimé par la répression sanglante de Saddam Hussein (qui utilisait des listes noires fournies par la CIA).

Une défaite des forces impérialistes constituera pour les travailleurs du Moyen-Orient un puissant encouragement à s'occuper de leurs propres despotes et assassins, y compris en Irak. En quittant



Politis

L'attaque contre Perrault est une attaque contre tous ceux qui s'opposent à la guerre impérialiste. Le mouvement ouvrier doit le défendre!

Bagdad après une semaine de bombardements, le correspondant du *Financial Times*, Lamis Andoni, écrivait: « Les gens en Irak veulent la liberté, mais pour le moment la bataille est une question de vie ou de mort. Après la bataille, ils voudront davantage » (*Financial Times*, 25 janvier).

**Il faut reforger la Quatrième Internationale!**

L'empire américain s'est engagé dans une guerre de grande ampleur avec une population divisée et une économie banqueroutière. Aux Etats-Unis comme en France, la classe dirigeante est loin de soutenir unanimement la fixation obsessionnelle de Bush sur le Golfe. Beaucoup de politiciens européens, et certains Démocrates américains, veulent augmenter la pression sur l'Union soviétique au moment où Gorbatchev se débat comme un homme qui se noie pour contenir les forces sécessionnistes dans les Pays baltes.

La guerre du Golfe a été rendue possible par l'effondrement des régimes stali-

Suite page 14

**A travers le monde, la guerre du Golfe a déclenché des débrayages anti-guerre et des manifestations de masse.**

**La LCI se bat pour la défense de l'Irak et pour des grèves politiques contre la guerre.**

**Que les impérialistes coulent dans le Golfe!**

**MEETING DE LA LTF**

**Vendredi 8 mars, 19 h, LSC, 69 ter, rue de la Chapelle, Métro Porte de la Chapelle, Paris**

**Orateurs:** William Cazenave, membre du comité central de la LTF  
Jana Strauchfuß, de l'ex-Berlin-Est, candidate du SpAD (section allemande de la LCI) aux dernières élections en Allemagne, en décembre dernier

## Saddam Hussein...

Suite de la page 5

(largement réduit) sous mandat américain. Cependant, les impérialistes britanniques, inquiets que cela puisse miner leur contrôle de la région de Mossoul, riche en pétrole, abandonnèrent rapidement cette caricature d'« autodétermination nationale ».

En Iran, aussi bien sous le shah que les mollahs, même les droits nationaux les plus minimes furent déniés aux Kurdes. Dans la Turquie de l'OTAN, ils sont officiellement désignés comme « Turcs des montagnes » - même le fait de parler le kurde en public peut entraîner amendes, arrestations et tortures. Il n'est pas étonnant que les USA, quand ils s'efforcent de réunir ces pays dans une alliance militaire contre l'Irak, se montrent peu enclins à mettre en avant la question de l'oppression des Kurdes. Comme un dirigeant kurde irakien le faisait récemment remarquer, « l'Occident ne manque jamais une opportunité d'oublier les Kurdes » (*Wall Street Journal*, 3 décembre 1990).

Dans les années 1980, le Kurdistan devint un champ de bataille dans la guerre de frontière réactionnaire qui opposa l'Iran et l'Irak durant huit ans. Bagdad organisa des transferts de centaines de milliers de personnes, dans le but de disperser la minorité nationale kurde - 20% de la population de l'Irak. Au cours des combats de mars 1988 pour le contrôle du village frontalier de Halabja, plusieurs milliers de Kurdes furent tués dans une attaque aux gaz de combat. Cependant, des indices laissent croire qu'aussi bien l'Irak que l'Iran pouvaient y avoir utilisé des armes chimiques. Immédiatement après la trêve avec l'Iran, en août de cette même année, une offensive irakienne chassa 65 000 Kurdes au-delà de la frontière turque. Une tempête de protestations internationales se déclencha à la suite des allégations d'utilisation de gaz moutarde et innervants par les Irakiens, et le Sénat américain (pressé de se démarquer de la position pro-irakienne de Washington pendant la guerre) votait des sanctions contre Bagdad, mais aucune preuve évidente, telle que les corps des victimes, ne fut produite.

On oublie souvent que, en plus des quatre Etats capitalistes habités par des Kurdes, il y a un cinquième pays qui a une population kurde significative - l'Union soviétique. Une conférence qui s'est tenue à Moscou en juillet dernier pour discuter de la question des Kurdes soviétiques devint un point de ralliement de Kurdes internationalement. En 1923, le jeune Etat soviétique créa une République autonome du Kurdistan, située à peu près entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan - appelée le « Kurdistan rouge » - qui

constituait « un phare pour tout le peuple kurde » ([éd.] Gérard Chaliand, *Un peuple sans pays* [1980]).

Les bolchéviks ont pu transcender les divisions nationales en offrant tous les droits démocratiques à toutes les nationalités. Lénine insistait que l'URSS devait être une véritable union librement consentie des peuples. Dans le but de faire vivre ensemble de multiples peuples parvenus à différents niveaux de consolidation nationale, une gamme de républiques soviétiques fut créée, incluant des Républiques de l'Union pour des nations pleinement formées, des Républiques socialistes soviétiques autonomes pour des nationalités, ainsi que des Oblast autonomes et Okrug de nationalités pour diverses tribus. Dans des régions à forte interpénétration de peuples, telles que le Caucase, ceci produisit un entrelacs de régions autonomes, tout en créant un cadre internationaliste de relations entre les peuples.

Ce fut précisément sur la question nationale dans le Caucase que Lénine mena la première bataille politique décisive contre la bureaucratie stalinienne qui

de Kurdes furent déportés du Caucase en Asie centrale. Aujourd'hui, cette région est devenue le théâtre d'affrontements intercommunautaires sanglants, la politique de décentralisation économique de Gorbatchev ayant intensifié les antagonismes nationaux.

Une nouvelle fois, une république kurde fut instaurée, répondant aux exigences militaires de la Deuxième Guerre mondiale, quand l'occupation du nord de l'Iran par l'armée soviétique conduisit, à la fin de 1945, à la création de républiques autonomes dans l'Azerbaïdjan iranien et au Kurdistan (la République de Mahabad). Dans cette dernière, le kurde fut reconnu comme la langue officielle du gouvernement et de l'enseignement, et des publications virent le jour pour la première fois (y compris un journal pour les femmes). Dirigée par un notable de la ville de Mahabad, Qazi Muhamed, et soutenue par certains dirigeants tribaux dans la contrée environnante (et par le clan de Barzani, en exil, originaire du Kurdistan irakien), l'éphémère république ne fit aucune tentative réelle en direction d'une réforme agraire. Cependant, elle

une autodétermination véritable à l'intérieur de l'URSS. En conséquence du retrait soviétique, les républiques en Azerbaïdjan et au Kurdistan s'effondrèrent, sacrifiées sur l'autel de la vaine quête stalinienne d'une « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

L'échec de la tentative d'instaurer une patrie autonome pour les Kurdes a laissé derrière lui un mouvement divisé en d'innombrables groupes nationalistes kurdes, issus des nombreux partis « démocratiques » du Kurdistan - le PDK d'Iran, lancé plusieurs mois avant la fondation de la République de Mahabad; le PDK (Irak) fondé par Barzani fuyant Mahabad; le PDK irakien pro-gouvernemental, fondé dans les années 70 sous l'aile du parti Baas au pouvoir; le PDK de Turquie, fondé par des sympathisants de Barzani en Turquie - et y compris une myriade d'autres groupements plus à gauche. Aussi divisés soient-ils, les nationalistes kurdes tendent toujours à considérer favorablement l'Union soviétique.

La tendance spartaciste, aujourd'hui Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), a énergiquement soutenu le droit de la nation kurde à l'autodétermination. Il y a plusieurs années, un représentant de notre tendance a eu la possibilité de parler devant une conférence de militants kurdes, réunis en Europe centrale. Notre message de solidarité (*le Bolchévik* n° 49, octobre 1984) appelait à « une république socialiste du Kurdistan unifié ! » : « Camarades, c'est le grand exemple historique de la Révolution russe qui a confirmé de manière éclatante qu'à l'époque du déclin de l'impérialisme, les droits et les principes démocratiques ne peuvent être pleinement appliqués que par le prolétariat révolutionnaire au pouvoir. [...] Le fait que le prolétariat kurde existe avant tout dans la diaspora complice naturellement et inévitablement vos tâches politiques, mais c'est un problème qui a été déjà posé autrefois. C'est en fait la lutte résolue du Parti bolchévique pour le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées, même les plus sous-développées, dans la prison des nations du tsar qui a facilité la conquête du pouvoir par le prolétariat en Russie. »

Nous soutenons la création d'un Etat kurde, mais parce que la solution à l'oppression des Kurdes signifie vaincre quatre régimes réactionnaires bourgeois, celle-ci ne peut être difficilement envisagée sans une lutte pour la révolution socialiste dans toute la région. Les masses kurdes doivent chercher une alliance avec les prolétariats arabes, perse et turc. Les travailleurs et les opprimés qui ont souffert sous leurs bottes doivent abattre Saddam Hussein et tous les dirigeants réactionnaires du Moyen-Orient. Ceci nécessite la construction de partis ouvriers luttant pour une fédération socialiste du Moyen-Orient.

- Adapté de Workers Vanguard n° 517



La Ligue trotskyste manifeste, en octobre dernier, contre l'invasion du Golfe et avance une perspective pour les Kurdes.

se développait. A la fin de 1922, Lénine rompit avec Staline, quand ce dernier essaya de contraindre les républiques de Géorgie, d'Azerbaïdjan et d'Arménie à former une fédération transcaucasienne. Lénine proposa à Trotsky de faire un bloc contre la politique chauvine de Staline sur la question nationale, et demanda dans son « Testament », qui fut escamoté, que Staline soit déchargé de sa responsabilité de secrétaire général. Le régime stalinien deviendra synonyme de chauvinisme grand-russe, d'oppression nationale et de transferts forcés de populations. En 1929, la bureaucratie stalinienne mit fin à la République autonome du « Kurdistan rouge » et dans les années 30 beaucoup

servit de point de ralliement pour les exilés kurdes de Turquie, d'Irak et de Syrie qui vinrent à Mahabad, la voyant comme le centre de la lutte de libération kurde dans tout le Moyen-Orient.

Cependant, contrairement à l'Europe de l'Est, où sous la pression de la guerre froide de l'impérialisme Staline fut forcé de renverser bureaucratiquement le capitalisme, l'Armée rouge se retira d'Iran, au début de 1946. Le Kremlin espérait ainsi obtenir du shah des concessions de pétrole et de gaz, et craignait aussi qu'une révolution sociale en Azerbaïdjan iranien ne soulève la question de l'unité avec l'Azerbaïdjan soviétique, ouvrant la boîte de pandore des revendications pour

## Carnage...

Suite de la page 13

niens en Europe de l'Est et l'aggravation de la crise en Union soviétique. Les Etats-Unis, la plus forte des puissances impérialistes, ne sont plus entravés par la crainte de ce que serait la réaction de Moscou. Mais l'agonie du stalinisme a aussi provoqué le désarroi des militants de gauche « socialistes » et « communistes » d'Occident, qui restent prostrés face à cette agression impérialiste sauvage. Le communisme est censé être mort, mais cela ne cadre pas très bien avec ce qui est en train de se passer dans le Golfe. Dès le début de la « première guerre de l'après-Guerre froide », on a vu dès les premiers coups de feu (et même avant) une vague d'agitation antiguerre à laquelle participent des secteurs de la classe ouvrière. Ceci ouvre d'immenses possibilités pour la construction d'une

authentique avant-garde communiste.

Au début de la Première Guerre mondiale, l'idée que le socialisme avait fait faillite était extrêmement répandue. Le vote des crédits de guerre du gouvernement du Kaiser par la social-démocratie allemande, le 4 août 1914, avait été le faire-part officiel de l'effondrement de la Deuxième Internationale, dont la plupart des sections étaient devenues des défenseurs « sociaux-patriotes » enragés des buts de guerre de leur « propre » bourgeoisie, tandis qu'une grande partie de la « gauche » social-démocrate était paralysée par sa politique « social-pacifiste ». Les résolutions de la Deuxième Internationale pour une action socialiste internationale contre la guerre s'étaient révélées n'être que des bouts de papier sans valeur.

Parmi les socialistes qui s'opposaient à la guerre, l'aile gauche conduite par les bolchéviks russes appelait à une politique toute différente. Au lieu d'appeler les

impérialistes à conclure une paix de brigandage, Lénine appelait les travailleurs à « transformer la guerre impérialiste en guerre civile », à renverser les gouvernements engagés dans la guerre par la révolution socialiste. Et c'est ce qu'ils firent avec la révolution d'Octobre bolchévique de 1917. Le combat acharné des bolchéviks pour forger un nouveau parti international, authentiquement révolutionnaire, avait joué un rôle clé dans cette victoire. Après la trahison par Staline des principes et du programme de l'Internationale communiste, la lutte pour la Quatrième Internationale menée par Trotsky a été la continuation du combat des bolchéviks.

Aux Etats-Unis comme en France et dans les autres pays impérialistes engagés dans la guerre du Golfe, la poussée d'« union sacrée » actuelle ne pourra être au maximum qu'un phénomène transitoire. Dans son article « La guerre et la Quatrième Internationale », Trotsky

écrit : « Pour un parti révolutionnaire, le moment même de la déclaration de guerre est particulièrement critique. La presse bourgeoise et social-patriote, unie à la radio et au cinéma, déversera sur les travailleurs des torrents de poison chauvin [...]. Même si, au début d'une nouvelle guerre, les révolutionnaires authentiques devaient se retrouver en minorité infime, nous ne pouvons un seul instant douter que, cette fois, le passage des masses sur le chemin de la révolution se produirait plus rapidement, de façon plus décisive et plus acharnée, que pendant la première guerre impérialiste. Une nouvelle vague d'insurrections peut et doit vaincre dans tout le monde capitaliste. Il est en tout cas indiscutable qu'à notre époque seule l'organisation qui se fonde sur des principes internationaux et entre dans les rangs du parti mondial du prolétariat peut plonger ses racines dans le sol national. La lutte contre la guerre signifie maintenant la lutte pour la IV<sup>e</sup> Internationale ! » ■



## Israël...

Suite de la page 7

allemande, et les aspirations nationales authentiques du peuple juif.»

Aujourd'hui, les sionistes constatent une « convergence d'intérêts » similaire avec des gens comme Pamiat; c'est ce qu'affirmait une lettre diffusée l'été dernier par l'United Jewish Appeal: « *Aujourd'hui même, des organisations néofascistes comme Pamiat menacent de perpétrer des pogromes si les Juifs ne quittent pas l'Union soviétique. MAIS L'EMIGRATION, C'EST EXACTEMENT CE QUE VEULENT LES JUIFS SOVIÉTIQUES.* »

Nous défendons le droit des citoyens soviétiques à émigrer, mais nous mettons cependant les Juifs soviétiques en garde: on fait tout pour qu'ils deviennent des troupes de choc du génocide des Arabes. Ce serait là cracher sur les tombes de leurs parents et grands-parents qui ont combattu pour terrasser la menace hitlérienne. Après avoir assisté aux funérailles de Kahane, où des émeutiers fanatisés hurlaient « *Mort aux Arabes!* » et « *Mort à tous les Juifs de gauche amis des Arabes!* », une habitante de Jérusalem, juive d'origine allemande, évoquait les douloureux souvenirs du pogrome allemand de la *Kristallnacht* de 1938. Un soldat, dont la compagnie avait reçu l'ordre de pénétrer de force dans les maisons arabes pour bastonner les villageois et les traîner dehors au petit matin, déclarait: « *J'en fais serment, cette nuit, j'ai vu à nouveau les nazis.* »

Il serait bien mieux pour les Juifs soviétiques qu'ils restent dans leur patrie et prennent part à la lutte pour régénérer les fondements internationalistes de la révolution d'Octobre en se joignant au prolétariat multinational d'Union soviétique pour défendre l'économie collectivisée par la révolution politique. Les ouvriers soviétiques doivent balayer les fascistes de Pamiat dans le combat contre toutes les manifestations de chauvinisme grand-russe et d'autres nationalismes!

### Pour la révolution ouvrière qui balayera les bouchers sionistes!

Du fait de l'étroitesse de sa base, l'économie israélienne est simplement incapable d'absorber sans à-coups des centaines de milliers de nouveaux immigrants. A lui seul, le coût financier se chiffrera en dizaines de milliards de dollars dans les toutes prochaines années.

Pour financer l'*Aliya*, la classe dirigeante israélienne a déjà imposé simultanément aux travailleurs une réduction des salaires et une hausse des impôts. Ces mesures ont provoqué de nombreuses grèves, dont deux semaines d'arrêt de travail au Ministère de l'Absorption lui-même. Dans le passé, les dirigeants sionistes se sont tournés vers leurs cousins américains pour leur demander de l'aide. Mais si le millionnaire du pétrole texan qu'est George Bush est tout à fait disposé à collaborer avec Israël pour assurer que les Juifs soviétiques n'iront pas aux Etats-Unis, il est loin d'être content de son arrangement *schnorrer* (mendiant) de protégé.

On rapporte que quand des dirigeants sionistes américains ont demandé à Bush une rallonge sur les 400 millions de dollars de garanties de crédit déjà accordées pour financer des logements pour les immigrants, « *cette requête a rendu Bush furieux* » (*Washington Report on Middle East Affairs*, janvier). Et Bush aurait lancé cette mise en garde: « *Si vous continuez à vous opposer aux livraisons d'armements à l'Arabie saoudite, je vais porter l'affaire sur la place publique pour expliquer à la nation américaine qui est avec nous et qui est contre nous.* » Les sionistes pourraient bien se rendre compte que les politiciens américains de droite qu'ils avaient cultivés sont loin d'être tout dévoués à un « Grand Israël ». De plus, ceux-ci peuvent facilement jouer sur le registre de l'antisémitisme populaire pour servir leurs propres intérêts mondiaux.

Le peuple arabe palestinien, éduqué et cosmopolite, dispersé dans une diaspora qui s'étend à tout le Moyen-Orient ainsi qu'à l'Europe et à l'Amérique du Nord, jouera un rôle clé pour faire exploser de l'intérieur l'Etat-garnison sioniste, et pour briser l'emprise du nationalisme dans toute la région. Avec une direction internationaliste, les Palestiniens peuvent jouer un rôle d'avant-garde pour unir les ouvriers et les paysans arabes et les minorités nationales dans une lutte de classe révolutionnaire, et pour appeler les travailleurs hébreux à rompre avec leurs dirigeants expansionnistes cinglés.

Dans leur désespoir, malheureusement, les Palestiniens sont conduits à voir dans le despote Saddam Hussein un sauveur potentiel. Beaucoup d'entre eux, écœurés des appels lancés aux impérialistes par les nationalistes banqueroutiers de l'OLP, embrassent l'intégrisme réactionnaire qui étend son influence parmi les musulmans du Moyen-Orient. Et avec l'invasion impérialiste dans le Golfe, beaucoup d'ouvriers palestiniens ont été chassés de

leur position stratégique dans les champs pétroliers.

Si l'Etat sioniste devait réussir et lancer une offensive génocide contre les Palestiniens des territoires occupés, avec les répercussions horribles qu'elle entraînerait pour les citoyens israéliens arabes, l'impact serait tout aussi important pour l'avenir politique du Moyen-Orient que l'a été pour l'Europe de l'Est l'élimination par les hitlériens de millions de Juifs il y a de cela deux générations.

Mais si les dirigeants israéliens espèrent que la guerre avec l'Irak sera l'instrument d'une « solution finale », elle pourrait aussi servir de détonateur à des soulèvements sociaux dans tout le Moyen-Orient. Et même si la grande majorité de la population israélienne est actuellement sous l'influence de la réaction raciste, Israël demeure une société de classes – et qui est loin d'être stable. L'afflux d'immigrants soviétiques a créé de nouvelles fissures dans la société israélienne: les Juifs sépharades, en particulier, se retrouvent déplacés un barreau plus bas sur l'échelle sociale.

L'année dernière, le nombre de sans-logis a fait un bond. Des villages de tentes font leur apparition dans tout le pays. De jeunes Sépharades crient « *Russians go home* » aux nouveaux immigrants, et en novembre dernier une délégation de Juifs orientaux s'est rendue à Moscou pour demander au gouvernement soviétique d'arrêter toute nouvelle émigration vers Israël. Mais les partis de l'extrême droite fasciste recrutent aujourd'hui le gros de leurs troupes parmi les Juifs sépharades, pour qui les principaux ennemis sont les Arabes, encore plus opprimés qu'eux-mêmes.

Leur intérêt de classe est assurément de s'allier aux travailleurs palestiniens dans la lutte contre les oppresseurs capitalistes israéliens. Et si une conflagration générale au Moyen-Orient s'étendait au territoire d'Israël, elle pourrait bien ébranler le consensus sioniste apparemment monolithique de cet Etat-garnison fragile, créant ainsi des ouvertures pour une lutte de classe commune.

Ce qui est nécessaire, c'est un parti trotskyste qui pourra en appeler à tous les travailleurs et à tous les opprimés sur la base de leurs intérêts internationalistes communs, en garantissant les droits nationaux des peuples hébreu et palestinien, dans le cadre d'une fédération socialiste du Moyen-Orient. C'est la seule voie pour détruire la machine de guerre génocide des sionistes. *Aujourd'hui plus jamais – Il faut défendre le peuple palestinien! Israël hors des territoires occupés!*

– Traduit de Workers Vanguard n° 518

## Lituanie...

Suite de la page 16

Elsine d'abandonner le mot « socialiste » de URSS et de la renommer Union des républiques souveraines soviétiques. Si Gorbatchev réalise ses objectifs, dans trois ou quatre ans la Lituanie fera partie d'un Etat *capitaliste* fédéré.

Beaucoup des durs de l'appareil militaire, qui poussent pour donner un coup d'arrêt aux forces sécessionnistes baltes et autres, ne sont pas plus que Gorbatchev attachés à préserver la propriété collectivisée. Leurs appels au « patriotisme soviétique » ne sont souvent qu'une simple couverture du chauvinisme grand-russe, qui peut facilement devenir un véhicule de la contre-révolution. Un dirigeant de la fraction stalinienne conservatrice Soyuz (Union) du Parlement des députés du peuple, le colonel Vladimir Petrouchenko, parle de « *nos plans pour l'avenir d'une grande Russie* », reprenant les termes du ministre tsariste Stolypine.

Depuis quelque temps, les forces bourgeoises occidentales voient dans Boris Eltsine une possible et préférable alternative à Gorbatchev. La crise lituanienne révèle le caractère de Eltsine: un traître avéré à l'Union soviétique. Il appelle aujourd'hui les soldats russes à désobéir au commandement militaire soviétique et réclame une action de l'ONU pour prévenir des opérations militaires soviétiques dans les Républiques baltes. Que veut-il – un blocus économique de l'URSS ou un tapis de bombes déversé sur Moscou et Leningrad par l'aviation US?

Au mieux, le coup d'arrêt contre les sécessionnistes lituaniens fera gagner du temps pour que la classe ouvrière soviétique multinationale, en construisant une véritable direction communiste, chasse les Gorbatchev et les Eltsine (tous deux produits de la bureaucratie stalinienne dégénérée) et purge le pays de la révolution d'Octobre de toutes les forces nationalistes réactionnaires, y compris ces chauvins grands-russes qui se font actuellement passer pour des patriotes soviétiques. Les protestations contre les augmentations de prix en Lituanie montrent la possibilité réelle d'unifier le prolétariat soviétique multinational contre les forces d'une contre-révolution capitaliste sanglante. Pour empêcher la désintégration de l'URSS en nationalismes fratricides, il est nécessaire de se réapproprier l'internationalisme prolétarien qui animait le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky.

– Traduit de Workers Vanguard n° 518

## Leur position...

Suite de la page 2

dit Trotsky, « *un révolutionnaire qui ne peut pas nager contre le courant n'est pas un révolutionnaire* » (« La guerre et la IV<sup>e</sup> Internationale », *Oeuvres*, tome 4). La lutte systématique et intransigeante pour le programme communiste est la seule voie pour gagner les masses. Ce n'est pas un hasard que Lénine et Zinoviev aient choisi *Contre le courant* comme titre pour le recueil d'articles qu'ils ont publiés pendant la Première Guerre mondiale. Mais rappelons que le seul « mouvement anti-guerre » qui ait jamais triomphé est la Révolution bolchévique!

### Comment LO « défend » l'Irak

Le texte adopté par la dernière conférence de Lutte ouvrière déclare: « *Dans ce conflit, nous sommes contre l'impérialisme et pour sa défaite, que son drapeau soit américain ou français, et pour la victoire de l'Irak* » (*Lutte de classe* n° 35, décembre 1990). Parfait, mais dans les « feuilles de boîte » et dans *Lutte Ouvrière*, cette prise de position est noyée dans un flot de pacifisme. Par ailleurs, elle est même contredite par les affirma-

tions répétées de LO que « *cette guerre n'est pas la nôtre* ». Si cette guerre est bien le fait de l'impérialisme, elle est néanmoins *la nôtre* dans la mesure où nous avons un côté à prendre et à défendre.

Le programme *réel* d'une organisation est celui qu'elle développe dans son activité quotidienne dans les masses. Dans l'éditorial de Laguiller (*LO* n° 1178, 18 janvier), distribué également sous forme de tract, on peut lire: « *[...] nous pouvons, si nous sommes de plus en plus nombreux à le vouloir, les empêcher de la [la guerre] continuer et les obliger à l'arrêter.* » A l'appui de cette ineptie pacifiste, LO colporte le mensonge libéral-bourgeois qui voudrait que les USA se soient « retirés » du Vietnam sous la « *pression de l'opinion publique* ». Non! Les impérialistes US, vingt ans après la mémorable raclée infligée à l'impérialisme français par les Vietnamiens à Dien-Bien-Phu, ont été vaincus par les ouvriers et paysans vietnamiens. Mais ce mensonge sert aussi à *démentir* vis-à-vis de « l'opinion publique » (bourgeoise) que LO serait pour la défaite militaire des impérialistes et donc pour la victoire de l'Irak. La « *défense* » de l'Irak devient dans *LO* n° 1179 (25 janvier) un appel platonique à la « *solidarité avec le peuple irakien* ».

La clef de la politique de la direction de LO se trouve dans la résolution citée précédemment où, après avoir affirmé la position pour la « victoire » de l'Irak, on nous prévient: « *[...] même si nous ne sommes pas en mesure d'apporter un soutien plus concret aux peuples victimes de l'impérialisme.* » Les déclarations « *révolutionnaires* » bien ronflantes de LO ne sont donc que des phrases vides de sens. L'impuissance de l'économisme est toujours synonyme d'opportunisme éhonté.

Le revers de l'économisme c'est le mépris du petit-bourgeois pour le prolétariat. Ainsi, comme les réformistes du PCF, le groupe dirigeant de LO justifie la trahison des directions ouvrières actuelles et sa propre impuissance veule en en faisant porter la responsabilité (par avance!) sur le prolétariat: « *C'est une guerre qui coûtera beaucoup à tous les travailleurs du pays, non seulement financièrement [...]; mais moralement, parce que c'est une guerre dans laquelle ils partageront la honte d'appartenir à un pays qui la livre* » (*LO* n° 1178, 18 janvier). Non, messieurs, nous et la classe ouvrière ne partageons rien avec la bourgeoisie, même ses défaites ou ses victoires, et encore moins ses crimes. Seuls les réformistes traîtres et les sous-réformistes peuvent porter le sceau infamant de leurs

trahisons.

Les Marchais, Krivine, Lambert et autres Laguiller sont des obstacles que, pour triompher de leur ennemi de classe, les travailleurs devront balayer au cours de leur lutte. Le combat contre la guerre est avant tout le combat pour construire une nouvelle direction du prolétariat, fermement anticapitaliste et internationaliste. ■

## Afrique du Nord...

Suite de la page 4

un pont humain avec l'ancienne métropole, où les travailleurs maghrébins sont dans les secteurs clés de la classe ouvrière industrielle. Les travailleurs marocains ont été en grand nombre mineurs dans les charbonnages du Nord et ont été à la tête des héroïques grèves automobiles du début des années 80. Les jeunes de la « seconde génération », confrontés à la terreur raciste et policière dans les banlieues-ghettos, ont joué un rôle moteur dans les luttes des lycéens qui ont secoué la France l'automne dernier.

Des deux côtés de la Méditerranée, la clef reste la construction d'une avant-garde trotskyste. ■

## Après l'intervention de l'armée soviétique en Lituanie

# Les impérialistes revendiquent les Pays baltes

[18 janvier] - Chaque jour, les journaux mentionnent des atrocités et des massacres perpétrés dans le monde. Il est vraisemblable que le peuple kurde dénombre dans plusieurs pays 20 victimes chaque jour. Le désir de la Turquie de se saisir des champs de pétrole de Kirkouk, dans la région septentrionale kurde de l'Irak, prend aujourd'hui une signification particulière. Dans cette affaire, elle est apparemment soutenue par la direction du nouveau Reich allemand, à condition que prévale la force armée impérialiste dans le Golfe.

Dans le même temps, les USA ont récemment salué leur « libération » du Panama, au cours de laquelle un millier ou plus de personnes ont été tuées dans le but de capturer le général Noriega. Ils ont appelé ça « Opération juste cause ». Et maintenant, nous sommes à la veille d'une nouvelle guerre majeure, dans laquelle un demi-million de soldats américains, accompagnés de plusieurs centaines de milliers de soldats des Etats clients de Washington sont prêts à se jeter sur l'Irak et à massacrer son peuple. Naturellement, ils appellent ça la justice. Mais, quand l'URSS se démène pour essayer de se préserver en tant qu'union de nationalités, ils appellent ça un crime.

C'est dans ce contexte que nous considérons les actions de Mikhaïl Gorbatchev en Lituanie contre le gouvernement sécessionniste droitier de Vytautas Landsbergis. Le 13 janvier, des forces armées soviétiques, utilisant des chars, ont pris le contrôle de stations de radio et de télévision dans la capitale, Vilnius. Quatorze personnes, y compris un soldat soviétique, auraient été tuées. On a annoncé qu'un Comité de salut national, loyal au gouvernement central soviétique, a pris le pouvoir dans la république balte.

Le coup d'arrêt donné en Lituanie a fait les gros titres des unes dans le monde entier et a été grossi par les médias occidentaux pour devenir une nouvelle histoire d'atrocités soviétiques. George Bush a fait la leçon à Gorbatchev parce qu'il n'y avait « pas de justification pour l'usage de la force » contre « les gouvernements légitimes des Etats baltes ». Le Marché

commun menace de suspendre son aide d'un milliard de dollars à l'URSS. Et les ex-partis staliniens ouest-européens, tels que le PCF et le Parti du socialisme démocratique (PDS) allemand, se sont joints à la nouvelle campagne antisoviétique sur la « pauvre petite » Lituanie.

Lituanie est devenue un terrain d'essai pour la dislocation de l'Union soviétique dans toutes sortes de nationalismes meurtriers et de pogromes intercommunautaires. En tant que léninistes et internationalistes, nous sommes pour la réorganisation démocratique de l'Union

nie, 40 % en Estonie, 20 % en Lituanie. Si les sécessionnistes pro-capitalistes réussissent, toutes ces populations auront disparu en une génération. Rien d'étonnant à ce que Moscou y jouisse d'un soutien, et même enthousiaste, contre les nationalistes baltes violemment antidémocratiques et racistes.

A la veille du coup d'arrêt, le nouveau premier ministre du Sajudis, Albertas Simenas, déclarait son intention d'imposer un « traitement de choc » économique, modelé sur la Pologne dirigée par Solidarność. Les tentatives du régime nationaliste de Vilnius d'instaurer une économie de « libre marché » avaient déjà miné sa base de soutien. Il y a une semaine, on a assisté à de grandes manifestations de Lituaniens, Russes et Polonais contre l'augmentation brutale des prix des produits alimentaires, qui fut alors immédiatement annulée. Les minorités polonaise et russe, largement ouvrières, étaient effectivement mobilisées contre le régime nationaliste antisoviétique. Le coup d'arrêt eut lieu alors que des usines, des chemins de fer et l'aéroport de Vilnius étaient paralysés par des ouvriers en grève qui réclamaient de Moscou un régime présidentiel direct.

Gorbatchev a accusé Landsbergis et Cie de chercher à mettre sur pied un « régime bourgeois » sous couvert de mots d'ordre démocratiques. C'est incontestablement vrai. Mais qui est Gorbatchev pour dénoncer quiconque d'essayer de retourner au capitalisme ! L'intention déclarée du président soviétique est de transformer l'Union soviétique en économie de marché, c'est-à-dire capitaliste, bien que moins rapidement que ne le souhaiteraient Eltsine et Wall Street. Un décret présidentiel récent accorde aux investisseurs étrangers le droit de posséder 100 % d'une entreprise soviétique et de rapatrier leurs profits en devises fortes. Des milliers de kilomètres carrés de terres agricoles sont en passe d'être loués à des fermiers privés. Il est planifié d'augmenter cette année les prix des produits de consommation de 50 à 70 %. Et Gorbatchev a adopté la proposition de

Suite page 15

**A bas le démembrement capitaliste-impérialiste de l'URSS !  
Pour une fédération soviétique socialiste !  
Retour à la voie de Lénine et Trotsky !**

« La lune de miel entre Gorbatchev et l'Ouest se termine », proclame le *Guardian* de Londres. Les cercles dirigeants occidentaux avaient l'espoir et s'attendaient à ce que le régime Gorbatchev amène la restauration du capitalisme et le démembrement de l'Union soviétique. Celui-ci a délibérément abandonné l'Europe de l'Est à l'OTAN et au Marché commun. Il a donné son accord à l'annexion de l'Allemagne de l'Est par les banquiers de Francfort, dans une période où il y avait encore une opposition de masse à une réunification capitaliste parmi les travailleurs et les intellectuels en République démocratique allemande. L'impérialisme occidental, et en particulier allemand, compte sur l'éclatement de l'URSS pour transformer les restes en sphères d'exploitation colonialiste.

Depuis sa déclaration d'indépendance, en mars dernier, le régime nationaliste du Sajudis, en Lituanie, a été à l'avant-garde de la campagne de démembrement de l'Union soviétique. En soi, la sécession d'une petite république balte n'amoinerait pas sérieusement la puissance économique et militaire soviétique. Mais la

soviétique et pour le droit de chaque nationalité pourvue d'une direction qui s'oppose à la contre-révolution de s'en retirer comme elle l'entend et au degré qu'elle le souhaite. Mais en Lituanie et dans les autres républiques baltes, la feuille de vigne de l'« indépendance nationale » est aujourd'hui utilisée comme une couverture pour une restauration capitaliste. Et ceci doit être combattu.

Landsbergis et Cie n'ont pas caché leur désir de faire de la Lituanie « indépendante » une dépendance de l'OTAN et du Marché commun. Ils ont, de manière répétée, demandé aux puissances occidentales qu'elles s'engagent dans un chantage politique et économique contre le gouvernement soviétique. Alors qu'ils détruisaient des monuments commémorant le refoulement des forces allemandes nazies par l'Armée rouge, les nationalistes du Sajudis brandissaient le drapeau de l'Etat bourgeois fasciste lituanien de l'entre-deux-guerres. Les Etats baltes ont de larges populations que les nationalistes caractérisent de manière méprisante de « Soviétiques » (Russes, Polonais, Ukrainiens, etc.) - presque la moitié en Letto-



Mattala/COSATU

**L'ANC et le Parti communiste cherchent à ravalier l'apartheid**

## L'Afrique du Sud et la révolution permanente

**Ecrasez l'apartheid !  
Les ouvriers au pouvoir !**

Voir page 8